

Joseph Cardinal Höffner

**SYSTÈMES ECONOMIQUES  
ET ETHIQUE ECONOMIQUE**

**Orientations de l'enseignement social  
catholique**

**Ordo socialis**

**Original** (printed in German):

Joseph Kardinal Höffner

**WIRTSCHAFTSORDNUNG UND WIRTSCHAFTSETHIK**

**Richtlinien der katholischen Soziallehre**

Opening address on the occasion of the autumn meeting of the German bishop conference in Fulda, 23. September 1985

Series: The Chairman of the German Bishop Conference, N° 12

Editor: Secretary of the German Bishop Conference

Kaiserstrasse 163, 5300 Bonn 1

**Translation and digitalization sponsored and organized by:**

ORDO SOCIALIS

Academic Association for the Promotion of Christian Social Teaching

Wissenschaftliche Vereinigung zur Förderung der Christlichen Gesellschaftslehre e.V.

Head Office: Georgstr. 18 • 50676 Köln (Cologne) • Germany

Telephone: 0049 (0)221-27237-0

Telefax: 0049 (0)221-27237-27

E-mail: [gf@ordosocialis.de](mailto:gf@ordosocialis.de) • Internet: [www.ordosocialis.de](http://www.ordosocialis.de)

**Translation into French:** Charles Chauvin, Paris; Alexandre Schramme, Bruxelles

© ORDO SOCIALIS, Cologne, Germany

Editorial Supervision: Dr. Johannes Stemmler

Editorial Assistant: Wolfgang Fischer

Edited by ORDO SOCIALIS, Edition N° 5

Publishing Company: Paulinus-Verlag Trier, 1ère Edition 1990

Published in cooperation with the Association “Chrétien dans la vie publique” (AVCP)

Bureau Régional en Afrique (francophone), BP 06-385, Cotonou/Benin

Président: Prof. J. P. Ezin

ISBN 3-7902-5202-6

Digitalized by Jochen Michels 2005, Layout by Dr. Clara E. Laeis

**The rights of publication and translation are reserved and can be granted upon request.  
Please contact ORDO SOCIALIS.**

## PLAN

PRÉFACE.....	5
INTRODUCTION .....	6
<b>1 ER PARTIE: L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ À LA LUMIÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SOCIAL CHRÉTIEN.....</b>	<b>7</b>
<b>1 ER CHAPITRE: L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ COMME MODÈLE IDÉAL ET COMME RÉALITÉ HISTORIQUE.....</b>	<b>7</b>
I. L'économie de marché comme modèle idéal .....	7
II. L'économie de marché comme réalité historique .....	8
1. L'économie de marché pré-Libérale (libéralisme de Manchester).....	8
a) Déviations.....	8
b) Prolétarianisation.....	9
c) Cri de conscience: une analyse chrétienne .....	9
d) Solidarité prolétaire .....	11
– <i>Le mouvement catholique</i> .....	11
– <i>Le mouvement marxiste</i> .....	12
2. Le „domptage“ du capitalisme.....	13
a) Le tendances réformatrice catholique .....	12
– <i>Réformes sociales</i> . .....	13
– <i>Réformes politiques</i> .....	15
b) L'intervention de l'Etat .....	15
c) L'approche néo-libérale .....	16
d) L'économie sociale de marché.....	17
e) Le socialisme démocratique en occident.....	17
f) Le néo-marxisme .....	17
<b>2 ÈME CHAPITRE: L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ À LA LUMIÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SOCIAL CATHOLIQUE.....</b>	<b>18</b>
I. Réalisation des objectifs économiques „.....	18
II. L'économie de marché ne doit pas aboutir au consumérisme .....	18
III. Insuffisance du mécanisme du marché.....	18
IV. Contrôle de la puissance économique .....	19
V. La hiérarchie des valeurs .....	19
VI. Le capital et le travail.....	20
VII. Le progrès technique et la rationalisation.....	21
VIII. La structure de base du pouvoir dans les entreprises .....	22
IX. Responsabilité mondiale .....	22
X. La sécurité de l'emploi .....	23
XI. La protection de l'environnement.....	23
XII. Le système de la redistribution .....	24

<b>2 ÈME PARTIE: LES ÉCONOMIES CENTRALEMENT ADMINISTRÉES À LA LUMIÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SOCIAL CATHOLIQUE</b> .....	<b>25</b>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

<b>1 ER CHAPITRE: LES ÉCONOMIES CENTRALEMENT ADMINISTRÉES COMME MODÈLE IDÉAL ET COMME RÉALITÉ HISTORIQUE</b> .....	<b>25</b>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

I. Les économies centralement administrées comme modèle idéal .....	25
II. Les économies centralement administrées comme réalité historique .....	26

<b>2 ÈME CHAPITRE: LA POSITION DE L'ENSEIGNEMENT SOCIAL CATHOLIQUE À L'ÉGARD DES ÉCONOMIES CENTRALEMENT ADMINISTRÉES.</b> .....	<b>29</b>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

I. Distinctions .....	29
1. Le communisme utopique .....	29
2. Famille et monastère.....	29
II. Les raisons du rejet des économies centralement administrées .....	30
1. La responsabilité individuelle et l'initiative personnelle sont éliminées .....	30
2. Mise en garde contre la bureaucratie de l'économie planifiée.....	31
3. L'économie centralement planifiée, une source de discordes sociale .....	31
4. La mise en péril de la liberté et de la dignité de l'homme .....	32

## PRÉFACE

Le texte que vous avez sous les yeux est l'allocution que le Président de la Conférence Episcopale Allemande de l'époque, le Cardinal Joseph Höffner a adressée, le 23 septembre 1985, à l'ouverture de son Assemblée Générale d'automne tenue à Fulda. Le Cardinal Höffner, décédé en octobre 1987, était un des plus importants représentants de l'enseignement social catholique dans l'univers de langue allemande. Sa compétence était fondée sur le fait qu'il n'était pas seulement un théologien érudit, mais aussi un expert en sciences économiques. Sa thèse de doctorat, il devait l'écrire avec l'un des pères spirituels de l'économie sociale de marché, Walter Eucken de Fribourg. Nous nous réjouissons de pouvoir désormais rendre ce texte accessible aux milieux intéressés de langue française. Nous pensons en particulier aux pays francophones d'Afrique qui passent actuellement à travers une révolution fondamentale vers plus de démocratie, d'état de droit et d'économie de marché, après que le socialisme se soit révélé dans le monde entier, tant du point de vue économique que social comme un mensonge total et qu'il se soit terminé par la faillite. Nous sommes convaincus que la société future dans tous les pays du monde n'aura de véritable consistance que lorsqu'elle sera construite sur des valeurs de base qui correspondent à l'image chrétienne de l'homme et de ses rapports avec la société. Mettre de telles valeurs en évidence dans le monde économique, tel était l'objectif de cet écrit et de son auteur.

Cornelius G. Fetsch, Johannes Stemmler

Cologne, Octobre 1990

## INTRODUCTION

Ces derniers temps, beaucoup d'hommes, y compris parmi les chrétiens, sont passés d'une conception personnelle à une conception sociale du péché. Cela indique sans nul doute un affinement de la conscience vis-à-vis de l'injustice sociale, mais en même temps cela démontre que le sens du péché personnel s'est affaibli. Beaucoup pensent en effet que le péché est une déficience dans la réalisation de soi ou un échec dans l'adaptation aux circonstances. Or le péché, en sa profondeur, est une faute personnelle devant Dieu, le refus de l'amour que Dieu le Père nous a révélé en Jésus-Christ. L'homme privé de la grâce est livré aux puissances obscures, car le péché est une séparation. Il sépare l'homme de Dieu, de lui-même, du prochain. En outre, il s'insinue dans les rapports sociaux qu'il fait dégénérer en rapports d'injustice et du même coup il induit la tentation à causer à nouveau du mal sous la forme de la haine et de la vengeance - c'est davantage une tentation de pécher qu'une compulsion à pécher. Ce n'est qu'analogiquement que l'on peut qualifier les rapports sociaux injustes de péché social ou de péché structurel. C'est l'homme qui pêche et non pas la structure sociale.

L'histoire nous apprend que la liberté et la dignité de l'homme dépendent largement du système d'ordonnement économique. Les révolutions éclatent non seulement à cause de l'oppression politique et du déclassement social, mais aussi souvent à cause du système économique ressenti comme une exploitation et la plupart du temps comme une dictature.

Parce que l'oppression et l'exploitation ne constituent pas seulement une faute vis-à-vis de l'homme ou de la société, mais qu'elles sont un péché devant Dieu, le chrétien combattra avec vigueur les systèmes économiques indignes de l'homme.

Par système économique, j'entends l'ensemble des conditions sous lesquelles se déroule le processus économique. Le système économique détermine celui qui établit le plan de production, les procédés techniques, les délais de production, la question des lieux d'implantation, le volume et la nature des biens de consommation et des services disponibles, les prix, le partage des biens vitaux; c'est lui aussi qui détermine si le libre choix de la profession et de l'emploi ainsi que la liberté de consommation sont assurés. On distingue deux formes principales de systèmes économiques: l'économie de marché et l'économie centralement planifiée. Les deux systèmes ont aujourd'hui une importance mondiale, car ils divisent en deux camps les Etats de l'Ouest et de l'Est, du Nord et du Sud.

# 1 ÈRE PARTIE: L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ À LA LUMIÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SOCIAL CHRÉTIEN

## 1 ER CHAPITRE: L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ COMME MODÈLE IDÉAL ET COMME RÉALITÉ HISTORIQUE

### I. L'économie de marché comme modèle idéal

1) Les ménages et les entreprises établissent leurs projets économiques de façon autonome dans l'économie de marché, entendue comme, idéal type. Le foncier, les maisons d'habitation et les moyens de production appartiennent à des propriétaires privés qui disposent donc librement de leurs propriétés. La pratique d'une profession et la création de nouvelles entreprises sont autorisées à chacun. L'offre et la demande sont régies par un esprit de compétition totalement libre. Offrants et demandeurs qui se rencontrent en grand nombre sur le marché acceptent le prix du marché anonyme comme une donnée et ils n'escomptent pas, du fait de la modicité de leur offre ou de leur demande, que leurs actions puissent influencer de quelque manière la fixation des prix.

2) Depuis des siècles, les économistes catholiques ont reconnu le rôle du marché. Ils pensaient que la compétition sur le marché pouvait protéger les acheteurs de prix prohibitifs, donc de l'exploitation. Par exemple, au 16ème siècle Dominique Bañez écrivait: ou „la marchandise recherche l'acheteur“ et c'est „une des raisons pour lesquelles les prix baissent“; ou bien „les acheteurs recherchent les marchandises“, et alors „les prix montent“.<sup>1</sup> Nous lisons chez Jean de Lugo que les circonstances, qui influencent la fixation des prix, précèdent les désirs des acheteurs et des vendeurs, à savoir: „l'abondance des marchandises ou leur manque, l'importance du crédit, le nombre plus ou moins grand d'acheteurs et de vendeurs et l'urgence, autant de motifs qui obligent à acheter ou à vendre“.<sup>2</sup> Déjà Konrad Summenhart du Wurtemberg († en 1502) faisait remarquer qu'il faut préférer tout système économique qui - selon un mot de Oswald von Nell-Breuning -s'en tire avec un „minimum de morale“. „Celui qui connaît la concurrence a moins la possibilité de vendre ses marchandises à des prix prohibitifs que celui qui est seul à proposer ces marchandises, car s'il osait demander des prix exorbitants, les clients se détourneraient de lui pour aller vers d'autres qui vendraient meilleur marché“. Il ne peut donc fixer arbitrairement un prix élevé „même s'il avait l'intention de vendre à des prix prohibitifs“.<sup>3</sup> Comme l'expliquait Louis Molina, les prix „ne doivent pas être fixés d'après les gains et les pertes des commerçants, mais selon l'estimation commune de l'endroit (communis aestimatio) où se vendent les produits“.<sup>4</sup> Le mot usuel des commerçants - un produit vaut ce que l'on en obtient sur le marché - est juste, comme l'écrit Martin De Azpilcueta au début du 17ème siècle, lorsque le prix en question est perçu „en un lieu et à un moment donnés, selon l'usage commercial en vigueur et en espèces, les monopoles, fraudes et duperies étant exclus“<sup>5</sup>). Les monopolistes sont vigoureusement dénoncés: ils deviennent les maîtres des prix et d'une certaine manière par leur monopole l'unique vendeur; c'est une concentration en une main unique. Au 15ème et au 16ème siècles, le mot „monopole“ avait la même connotation et la même charge émotionnelle qu'aujourd'hui celui de capitalisme.

---

<sup>1</sup> Dominikus Bañez, *Decisiones de jure et justitia*. Venise 1595 (Première édition: Salamanca 1588), qu 77 art. 1, p. 350

<sup>2</sup> Johannes de Lugo, *Disputationum de Justitia et Jure Tomus II*. Lugduni 1642, Disp. 26, sect. 12, No.176

<sup>3</sup> Konrad Summenhart, *De contractibus licitis atque illicitis*, Venise 1580 (Première édition: Hagenaw 1500), Tract. III, qu. 65, Cor. II. p. 265

<sup>4</sup> Ludwig Molina, *De Justitia et Jure* (Première édition 1593), Tr. II, Disp. 348, No.8

<sup>5</sup> Martin von Azpilcueta, *Enchiridion sive Manuale confessoriorum et poenitentium*, Paris.1607, c. 23, n. 80

On reproche à tort aux moralistes catholiques des siècles précédents d'avoir professé une doctrine statique sous prétexte qu'ils auraient voulu assurer à chacun la place dévolue par leur origine et leur état. Ludwig Molina en administre un démenti éclatant dans son „Idée de subsistance“. Il écrit: „toutes les couches de la population de l'Etat ont le droit d'accéder à un échelon supérieur, si le sort en décide ainsi. Nul n'est contraint d'occuper un rang déterminé, comme s'il ne pouvait connaître ni régression ni promotion“.<sup>6</sup>

Sans doute serait-il erroné de voir dans les moralistes catholiques des 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> siècles, en quelque sorte les ancêtres du libéralisme économique. Ces théologiens défendaient la liberté et la dignité de l'homme, qui doit dans ses décisions économiques sur le marché comme cela revient constamment dans leurs écrits - se laisser guider - non pas par son propre intérêt, mais par „des considérations sociales communément admises“<sup>7</sup>.

3) D'autres conceptions ont présidé au libéralisme économique, lequel à l'époque des Lumières a représenté de façon systématique le modèle idéal du libre marché. Adam Smith ( 1723 -1790) était convaincu que l'économie - tout comme l'univers - comportait un ordre naturel donné d'avance, une „harmonie pré-établie“, dans laquelle tout allait correctement de soi, quand on laissait se développer les forces naturelles la liberté, la volonté de travailler et la concurrence. L'homme ne devait pas intervenir dans ce système naturel, sinon c'était l'anarchie générale. Le souci du „bonheur général“ était „l'affaire de Dieu, non celle de l'homme“.<sup>8</sup> L'individu ne devait rechercher que son profit personnel; ce faisant il était „conduit par une main invisible“, de façon telle qu'il servait du même coup inconsciemment et sans le chercher le bien commun.<sup>9</sup>

Rarement comme au début de l'ère industrielle on a placé dans l'économie autant d'espoirs manifestement pseudo-théologiques.<sup>10</sup> Un optimisme naïf faisait croire qu'allait poindre une époque de bonheur pour toutes les couches de la population.

## **II. L'économie de marché comme réalité historique**

Au début de l'ère industrielle l'ordre social et économique a connu une mutation radicale. A la Révolution Française l'ordre millénaire basé sur l'aristocratie s'est effondré. La bourgeoisie -le tiers état - s'est propulsée en avant au niveau politique, économique et culturel et elle a dépossédé les classes privilégiées du système féodal. Les paysans, formant jusque-là la large base de la pyramide des trois états, ont été libérés de la tutelle et du servage. Il ne devait plus y avoir de tout d'états soumis.

L'appel à la liberté politique allait de pair avec la demande de liberté économique. On a affirmé que seule la performance d'hommes libres et soucieux de leurs propres intérêts apporterait le bien-être. Selon Adam Smith, on n'a jamais encore expérimenté une situation où ceux qui affirment agir pour l'intérêt général font réellement du bien; au contraire, quiconque poursuit ses propres intérêts, promeut ceux de la nation de façon bien plus efficace que s'il avait eu véritablement l'intention de les promouvoir“.<sup>11</sup>)

### **1. L'économie de marché pré-Libérale (libéralisme de Manchester)**

#### **a) Déviations**

Le Pape Jean-Paul II qualifie cette économie conçue selon les idées de l'ancien libéralisme, de „capitalisme primitif“.<sup>12</sup> Même les adeptes du néo-libéralisme reconnaissent les tendances in-

<sup>6</sup> a.a.O., Disp. 365, No.9

<sup>7</sup> Confer. Wilhelm Weber, Wirtschaftsethik am Vorabend des Liberalismus, Münster/Westfalen 1959

<sup>8</sup> Adam Smith, The Wealth of Nations, 1776, Volume 2, Chapitre 3 et Volume 4, Chapitre 9

<sup>9</sup> ibid, Volume 4, Chapitre 2

<sup>10</sup> Cf. Alexander Rüstow, Das Versagen des Wirtschaftsliberalismus als religionsgeschichtliches Problem, 2ème édition, Zurich 1950

<sup>11</sup> Adam Smith, Volume 3, Chapitre 2

<sup>12</sup> Encyclique „Laborem exercens“, No.7



désirables de ce capitalisme-là et cherchent à s'en distancer. Tel est le cas d'Alexandre Rüstow qui parle à son sujet de „graves dégénérescences pathologiques de l'économie de marché des 19ème et 20ème siècles, qui a été détruite de l'intérieur par l'excroissance de tendances monopolistiques étrangères et hostiles au marché“.<sup>13</sup> Par là on ne nie pas la dynamique des intérêts propres et de la compétition. En fait, l'ère industrielle a obtenu des résultats économiques considérables. Prenant appui sur les sciences naturelles et stimulé par les possibilités nouvelles qu'offrait la libre concurrence, l'homme a maîtrisé de façon systématique les forces jusque-là cachées de la nature. Il les a jugulées pour aboutir à une technique physique, chimique et biologique, qui est devenue par une évolution foudroyante la base de l'économie moderne et le squelette de notre civilisation. Les inventions et les découvertes se succédaient rapidement. L'âge moyen des hommes est passé de 35 ans à plus de 70. Même le niveau de vie de larges couches de la population s'est considérablement élevé. Max Horkheimer de l'école de Francfort, reconnaît de son côté que „la situation sociale du prolétariat s'est améliorée sans Révolution“ et que „l'intérêt commun n'est plus le changement radical de la société“.<sup>14</sup> Dans le projet de Lettre Pastorale des évêques nord américains sur „l'enseignement social catholique et l'économie des EUA“, on lit: „l'économie des Etats-Unis a de façon extraordinaire satisfait les besoins matériels et élevé le niveau de vie de ses concitoyens. Notre nation appartient aux pays les plus riches du monde“.<sup>15</sup>

#### b) Prolétarianisation

Pourtant l'ère du libéralisme économique a conduit à un malaise social redoutable et provoqué la „question sociale“. En dépit des attentes optimistes, la classe ouvrière a connu une incroyable misère surtout dans la première moitié du 19ème siècle. Les caractéristiques en ont été les bas salaires, la durée du travail, le travail des femmes et des enfants. Si le terme de prolétariat a été pertinent pour désigner les ouvriers de l'ère industrielle, cela a également été le cas lors de la première moitié du siècle dernier. Dans les fermes beaucoup de paysans ont perdu leur sécurité sociale en même temps qu'ils contractaient des liens de sujétion. Ils affluaient vers les usines. Certes, l'ère préindustrielle comptait beaucoup de vagabonds: les mendiants constituaient dans certaines villes de 7 à 10 % de la population. A titre d'exemple, en 1476 Cologne comptait 3.000 mendiants sur une population de 40.000 habitants. Au début de l'ère industrielle, il n'était pas rare que la police les contraigne à aller à l'usine, au point que Gerhart von Schulze-Gävernitz pense que „ce n'est pas le travailleur qui est devenu pauvre ..., mais le pauvre qui est devenu ouvrier d'usine“.<sup>16</sup> Ce jugement est notablement unilatéral. Pour de nombreuses couches de la population, l'usine a été aussi la „cause de la misère“. Bien des travailleurs alors indépendants sont devenus des affamés du fait de l'usine, par exemple de nombreux artisans, surtout les tisserands. Mais bientôt une autre source du prolétariat - la plus importante - se mit à couler, à savoir le taux de natalité très élevé. C'est au 19ème siècle que nous trouvons en Europe les familles les plus nombreuses. Entre 1800 et 1930, la population de l'Europe est passée de 187 à 490 millions.

#### c) Cri de conscience: une analyse chrétienne

Il n'est pas rare d'entendre affirmer que les catholiques allemands n'auraient pas eu conscience de la misère du prolétariat du 19ème siècle. Il aurait fallu attendre l'analyse marxiste pour que s'ouvrent les yeux. Ce jugement n'est pas conforme à la réalité. Longtemps avant Karl Marx des groupes influents du catholicisme allemand ont étudié la situation des travailleurs. L'enseignement social catholique n'avait alors pas encore pris position sur la récente évolution

---

<sup>13</sup> Alexander Rüstow, Zwischen Kapitalismus und Kommunismus. In: Ordo, Volume 2 (1949) p. 103 and 154

<sup>14</sup> Max Horkheimer, Die Sehnsucht nach dem ganz Anderen. Hamburg 1970, p. 55

<sup>15</sup> Introduction No.8

<sup>16</sup> Gerhart von Schulze-Gävernitz, Die industrielle Revolution. In: Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, Volume 66 (1931), p. 240

sociale. Ces catholiques ont réagi avec leur conscience chrétienne. Leur analyse les a conduits aux résultats suivants:

#### 1) *Une économie de concurrence effrénée*

On a stigmatisé le capitalisme libéral qu'on a dénoncé comme le principal coupable, à cause de son économie de concurrence effrénée. En 1816 - deux ans avant la naissance de Karl Marx - Adam Müller a qualifié „l'économie monétaire basée sur la concurrence“ de „manifestation la plus générale de l'esprit antisocial et de l'égoïsme arrogant ... suscités par les effroyables révolutions des 30 dernières années“. <sup>17</sup> En 1847 -un an avant le „Manifeste Communiste“ - le juriste et politicien Peter Franz Reichensperger, de Coblenz a écrit que depuis Adam Smith on a érigé en dogme le principe selon lequel „le profit de l'ensemble s'édifie sur celui de tous les particuliers“. Cette „théorie unilatérale et à courte vue“ oublie que le profit des particuliers, obtenu grâce à la perte décuplée d'autrui, n'est pas un profit, mais une escroquerie. Le principe „poussé à ses conséquences extrêmes“ de la concurrence illimitée est comparable à la faim qui ne se limite pas à pousser les gens au travail et à employer toutes leurs forces, mais qui les conduit aussi à des actes de désespoir et à mépriser tout sentiment de droit. La compétition engendre „l'égoïsme extrême de l'âpreté au gain des uns, qui édifient avec une rage fiévreuse leur propre bonheur industriel sur les décombres de l'existence détruite sans pitié de centaines d'autres; le gain disparaissant, peut-être la compétition s'effondre-t-elle à son tour, d'elle-même“. <sup>18</sup>

#### 2) *Division des classes*

La lutte des classes menace. En 1823, le périodique de Mayence „Le Catholique“ écrit: l'évolution tend à diviser en profondeur la société en deux classes, „les nantis et les affamés, les hommes et les bêtes de somme, les riches et les pauvres“. <sup>19</sup>

#### 3) *Industrialisation sans limites*

Elle met l'homme en péril. Adam Müller le déplore en 1816: les entrepreneurs, ces „nouveaux prêtres“ de l'industrie ont rêvé avec complaisance et naïveté à la maîtrise mondiale de l'industrie, sans se rendre compte que „la tendance dépravée de la division du travail broie les hommes pour les réduire à des rouages, des rouleaux, des aiguillages, des lames“ et ce faisant, elle les a privés d'une approche globale et les a désagrégés au plan moral et religieux. <sup>20</sup>

#### 4) *Paupérisation des prolétaires*

Ce sont surtout les „Feuillets historico-politiques“ fondés par Joseph Görres qui ont décrit sous les couleurs les plus noires la misère du prolétariat. Voici ce qu'on lit dans ce périodique, la première année (1838): „Tandis qu'on débat à l'infini à l'intérieur et à l'extérieur des parlements des principes abstraits de l'Etat et de la souveraineté du peuple, dehors la faim enveloppée de haillons s'impatiente à nos portes; elle frappe de façon menaçante en réclamant du pain et des habits“. <sup>21</sup> Peter Franz Reichensperger a lui aussi, bien avant Karl Marx, évoqué en des images bouleversantes la misère du prolétariat. Il qualifie les usines de „bouillon de culture de la corruption et de la prostitution“. Le plus effroyable était l'exploitation des enfants: „Est il exagéré de dire que pour ces créatures démunies et malheureuses l'existence est une malédiction, voire un enfer?“ – „Le travail peut-il apporter bonheur et bénédiction à un pays qui tolère en son sein de telles horreurs, alors qu'on vote des lois pour la protection des rossignols et contre la torture des animaux?“ <sup>22</sup> En France, en 1845 dans sa lettre pastorale sur la question ouvrière, Mgr. Giraud, Cardinal de Cambrai, a protesté contre „l'exploitation de l'homme par

<sup>17</sup> Adam Müller, *Ausgewählte Abhandlungen*. Jena, 1921, p. 21

<sup>18</sup> Peter Franz Reichensperger, *Die Agrarfrage*, Trèves 1847, p. 199f.

<sup>19</sup> *Der Katholik*, Volume 10 (1823) p. 97 f.

<sup>20</sup> Adam Müller, *Ausgewählte Abhandlungen*, p. 46 f.

<sup>21</sup> *Historisch-Politische Blätter*, Volume 1 (1838), p. 150

<sup>22</sup> Peter Franz Reichensperger, *Die Agrarfrage*, p. 208 f., 249

l'homme"<sup>23</sup>, une expression qui ne vient pas de Karl Marx, mais qui a été forgée dès 1829 par les Saint-Simonistes français.<sup>24</sup>

#### 5) *Danger du communisme*

L'héritage du capitalisme libéral sera le communisme. Un an avant le Manifeste Communiste, à l'automne 1847, „les Feuilletts historico-politiques“ ont prédit que „la Révolution prolétarienne prendrait un caractère pseudo-mystique et fanatique“, en tentant d'édifier un „royaume apocalyptique de l'avenir“.<sup>25</sup> „Le communisme“, lit-on quelques années plus tard, „n'est nullement une impossibilité, mais une conséquence de l'évolution politique en Europe et à cause de cela un péril beaucoup plus menaçant qu'on le croit“.<sup>26</sup> L'asservissement se produira „comme un gros orage qui s'abattra en provenance de l'Est en passant sur nos têtes“ et brandira „le faux instrument en cuir tressé, bien connu, qu'on utilise à l'Est pour gouverner et rendre heureux“.<sup>27</sup>

#### 6) *Endoctrinement par des idéologues*

On déplore que des idéologues issus de la bourgeoisie aient tenté de troubler et d'exciter les ouvriers. On lit dans les „Feuilletts historico politiques“ de 1847: „S'agit-il de prolétaires qui font gémir la presse d'oppression sous des pamphlets impies? ...Nullement, ce sont des avocats très cultivés, de très riches négociants, des propriétaires, et même des fonctionnaires ...Aussi insensé que cela puisse paraître, il est pourtant vrai que ce sont ces hommes cultivés et riches qui ont remis aux prolétaires des missives enflammées avec la requête expresse: Pillez-nous, incendiez nos maisons, tuez-nous ...Nous en appelons à l'histoire; peut-être nous conservera-t-elle notre profession?“<sup>28</sup> „Ils se sont trouvés sur les barricades“, a écrit Adolph Kolping en 1848, „et c'est à cause de ces bavards que le sang des pauvres apprentis a dû couler.“<sup>29</sup>

#### d) *Solidarité prolétaire*

Dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle les ouvriers allemands ont réussi la grande œuvre historique d'une prise de conscience relative à la situation de leur classe sociale et d'un rassemblement solidaire. En 1847, Peter Franz Reichensperger a écrit ces mots qui, un an avant le Manifeste Communiste, révélaient un accent presque prophétique: „Qui peut se porter garant d'éviter que ne se lève un nouveau Spartacus qui, comme voilà 1900 ans, lance aux prolétaires: si nous avons la force du plus grand nombre, si presque l'ensemble de l'humanité est l'esclave d'une meute qui jouit de tout et abuse de tout, qui nous empêchera de nous lever, d'étendre les bras dans ce monde et de demander aux dieux qu'ils décident entre nous et nos oppresseurs?“<sup>30</sup> L'appel au rassemblement des prolétaires ne vient pas de Karl Marx. Cependant, cette conscience solidaire n'implique d'abord que la disponibilité et la volonté de se regrouper. Si l'esprit de cette solidarité n'est pas encore perçu, celle-ci est néanmoins d'une importance décisive. Seule l'orientation intellectuelle de ces rassemblements a pu faire apparaître leur visée, leur contenu, leur programme et leur méthode. A ce moment-là il existait deux mouvements qui se disputaient les ouvriers: le mouvement chrétien et le mouvement socialiste.

#### 1) *Le mouvement catholique*

Le mouvement catholique a reçu une puissante incitation grâce à Adolf Kolping; ses associations de compagnons ont connu une rapide expansion. En 1864, on comptait 420 groupes et

<sup>23</sup> Cité par Paul Droulers, L'Episcopat devant la question ouvrière en France sous la Monarchie de Juillet, in: Revue Historique, No.466, 1963, p. 346

<sup>24</sup> Cf Thilo Ramm, Der Frühsozialismus, Stuttgart 1956, p. 83

<sup>25</sup> Historisch-Politische Blätter, Volume 19 (1847), p. 522f.

<sup>26</sup> Historisch-Politische Blätter, Volume 25 (1850), p. 794

<sup>27</sup> Historisch-Politische Blätter, Volume 19 (1847), p. 141

<sup>28</sup> Historisch-Politische Blätter, Volume 19 (1847), p. 760, 765 f.

<sup>29</sup> Cf. Joseph Höffner: Adolph Kolping - Diakon des arbeitenden Volkes. In: „Die großen Deutschen“, Berlin 1958

<sup>30</sup> Peter Franz Reichensperger, Die Agrarfrage, Trèves 1847, p. 245

60.000 membres, ce qui représentait une évolution puissante pour l'époque, quand on pense que „l'Association Générale des Travailleurs Allemands“ (Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein), fondée par Ferdinand Lassalle, comptait seulement 4.610 membres en 1864. Sur le modèle des associations de compagnons de Kolping sont nées, au début des années 60, dans les zones industrielles de Rhénanie-Westphalie „les associations des ouvriers socio-chrétiens“ (Christlich-soziale Arbeitervereine) qui comptèrent en peu de temps pour le seul pays de la Ruhr plus de 30.000 membres. Ils posèrent des revendications vigoureuses: un salaire correspondant aux résultats, la réduction du temps de travail conformément aux besoins des ouvriers sur le plan de la santé, de la culture et de la religion, le repos du dimanche et des jours fériés et surtout l'interdiction du travail à l'usine des enfants en âge scolaire. Les „associations des ouvriers socio-chrétiens“ furent victimes du Kulturkampf. Dans les années 80 et 90 le mouvement social chrétien prit pourtant un nouvel essor. Les organisations suivantes virent le jour: les associations catholiques d'ouvriers, l'association populaire de l'Allemagne catholique et les syndicats chrétiens. Ces syndicats chrétiens se basaient sur l'idée juste qu'il pouvait y avoir un conflit justifié entre les classes sociales, certes pas dans le but d'anéantir l'adversaire, mais en vue de trouver un juste compromis pour parvenir de cette façon à une structure sociale juste. Souvent, il y eut des échanges vifs. Ainsi lit-on dans le „Bergknappen“, le journal du syndicat chrétien, du 2 décembre 1905: „Nous ne visons pas comme objectif final l'élimination de l'actuel ordre social et l'introduction d'un futur Etat socialiste, mais nous réclamons la part des biens culturels qui nous revient; si on refuse de nous les donner librement, nous nous en emparerons. Le christianisme ne nous l'interdit pas“. Dans son encyclique sur „le travail humain“, le Pape Jean-Paul II déclare que „la réaction de solidarité“ qui s'est manifestée au 19ème siècle „contre la dégradation de l'humanité“ et contre „l'exploitation inouïe“ qui l'accompagnait dans le domaine des salaires, des conditions de travail et du bien-être des travailleurs, se justifiait du point de vue de la morale sociale.“<sup>31</sup>

## 2) Le mouvement marxiste

En adversaire farouche du mouvement social chrétien, le marxisme a cherché à rassembler sous sa houlette la masse des travailleurs, ce qui à vrai dire au début a eu beaucoup de mal à se faire. Même dans les années 70, le mouvement socialiste était relativement faible. Mais vers la fin du siècle il n'a cessé de gonfler. Le mouvement ouvrier chrétien a été la bête noire de Karl Marx. Lorsque le rassemblement des catholiques allemands s'est tenu à Düsseldorf en 1869, Karl Marx séjournait à Aix-la-Chapelle chez son riche cousin Karl Philips, un patron d'usine d'origine hollandaise. Il écrivit le 25 septembre 1869 à Friedrich Engels: „Au cours de mon périple à travers la Belgique, mon séjour à Aix-la-Chapelle et la remontée du Rhin, j'ai acquis la conviction qu'il fallait s'en prendre avec vigueur aux ecclésiastiques, en particulier dans les régions catholiques. Je ferai agir l'Internationale dans ce sens. Ces chiens flirtent (comme Mgr. Ketteler de Mayence, les curés du Congrès de Düsseldorf, etc.) où cela leur semble approprié, avec la question ouvrière“.<sup>32</sup>

L'analyse des rapports sociaux, menée par des catholiques allemands notoires du siècle passé, est plus pertinente et aujourd'hui plus utile au Tiers-Monde que l'analyse marxiste. Dans un exposé récent le franciscain Andreas Müller disait que nombre de théologiens, adeptes de la théologie de la libération „croient que de toutes les méthodes de sciences sociales, l'analyse marxiste est toujours la plus exacte“.<sup>33</sup> Or, toutes ses affirmations décisives se sont avérées

<sup>31</sup> Encyclique „Laborem exercens“, No.7, 8, 13

<sup>32</sup> Correspondance Marx/Engels, Volume 4, Nouvelle édition Berlin 1950, p. 272. - Karl Marx rendait souvent visite à son cousin à Aix-la-Chapelle et à son oncle, L'industriel Leonhard (Lion) Philips à Zalt-Bommel (Hollande). La famille juive néerlandaise Philips fait partie des fondateurs de la société Philips (F.J. Raddatz, Karl Marx. Hambourg 1975, page 528). „La correspondance entre Karl Marx et les membres de la famille Philips n'a jusqu'à présent pas encore pu être publiée.“ (Herbert Lepper, Sozialer Katholizismus in Aachen. Mönchengladbach 1977, p. 129\*)

<sup>33</sup> Andreas Müller, Der Konflikt um die Theologie der Befreiung. Edited by Katholikenausschuß der Stadt Köln, 1985, p. 4

fausses: dans les pays industriels avancés „la masse de la misère, de l’oppression et de l’esclavage n’a pas progressé“. Le communisme ne s’est pas imposé dans les pays où l’industrie est la plus développée, mais dans les pays ruraux. De surcroît, cela ne s’est pas fait par la dialectique, mais par la violence armée. Contrairement aux prophéties de Marx, les pays industriels n’ont pas provoqué „la dissolution de l’activité artisanale“.<sup>34</sup> Au contraire, dans l’économie de la République fédérale d’Allemagne, l’artisanat qui compte 3.728.000 employés, occupe une place importante. - Ce qu’on appelle „l’analyse marxiste“, soit cela a été exprimé avant Karl Marx, soit cela n’a pas résisté à la critique. Même la notion fondamentale de la „plus-value“ est insoutenable.

## 2. Le „domptage“ du capitalisme

On comprend que la paupérisation de larges couches de la classe ouvrière ait poussé à y porter remède.

Du côté catholique, ce furent là encore surtout les laïcs qui -bien avant les encycliques sociales des Papes - avancèrent des propositions concrètes pour trouver une solution à la question sociale. Il n’y a pas eu de programme unifié. On peut le déplorer, mais précisément les différences de ces programmes montrent que les catholiques peuvent avoir des divergences dans bien des questions concrètes indépendamment de leur foi. Deux orientations se disputent la faveur des catholiques: l’une est socio-réformiste et l’autre socio-politique. Bien que ces deux orientations se prononcèrent pour l’économie de marché, elles ont tenté d’endiguer chacune de façon différente le capitalisme pré-Libéral.

### 1) *Le mouvement socio-réformiste.*

Le courant socio-réformiste qui s’est surtout développé dans le sud de l’Allemagne et en Autriche, proposa deux mesures dont l’une concernait le système économique et l’autre la conception de l’entreprise. L’économie, selon lui, implique une „organisation corporative“. Le baron von Vogelsang a décrit ce système d’organisation corporative comme étant un „christianisme socio-politique incarné“. Aux corporations des paysans et des artisans, il faudrait ajouter la nouvelle classe des travailleurs de la grande industrie de façon que la force laborieuse puisse s’emboîter de manière cohérente dans les nouvelles corporations industrielles.<sup>35</sup> Toute notre vie, de la politique aux loisirs, selon Franz Hitze en 1880, devrait être „à nouveau corporative“; car „l’organisation politique des classes touche à l’économique: la production, la consommation, la distribution; elle touche à l’orientation éthique de l’éducation et des loisirs“. Cette idée est, selon lui, une idée „extraordinaire et ...éminemment catholique“.<sup>36</sup> On a objecté à cette „organisation corporative“ de l’économie „que de telles associations pourraient dégénérer en de simples groupes d’intérêts“.<sup>37</sup> Ce danger certes grave peut être écarté seulement par un Etat indépendant des organisations corporatives. Il faut en tout cas faire remarquer, comme l’indique Goetz Briefs, que l’ère pluraliste „ne possède aucun principe structurel et fonctionnel autonome présidant à l’économie et à la société“.<sup>38</sup> Encore aujourd’hui, il n’est pas superflu de réfléchir à l’interaction entre les divers secteurs de l’économie, comme l’y incitent les deux encycliques sociales „Quadragesimo anno“ et „Mater et magistra“. Celles-ci proposent de créer des groupements corporatifs disposant de statuts propres, où le poids doit être mis sur „l’intérêt

<sup>34</sup> Karl Marx, Das Kapital I, Réédition Berlin 1947, p. 386,483, 657

<sup>35</sup> Cf. Wiard von Klopp, Die sozialen Lehren des Freiherrn von Vogelsang. 2ème édition St. Pölten 1938, p. 287 ff.

<sup>36</sup> Franz Hitze, Kapital und Arbeit. Paderborn 1880, p. 442 f.

<sup>37</sup> Cf. K. Paul Hensel, Ordnungspolitische Betrachtungen zur katholischen Soziallehre. In: Ordo, Volume 2 (1949) p. 229ff.

<sup>38</sup> Goetz Briefs, Grenzmoral in der pluralistischen Gesellschaft. In: Erhard-Festschrift. Francfort/M. 1957, page 108

commun<sup>39</sup> et dont la priorité est de „contribuer de ta façon la plus féconde possible au bien général de l'ensemble du peuple“.<sup>40</sup>

Une autre exigence de la tendance socio-réformiste a été la „transformation des entreprises en coopératives de production“. Cette idée vient de France (Buche, Louis Blanc). Elle fut reprise en Allemagne par Lassalle, et chez les catholiques par Mgr. Ketteler, le baron von Vogelsang, Franz Hitze et d'autres. Mgr. Ketteler qualifia d'injuste le fait que „le profit en surplus revienne exclusivement au capital inanimé et non pas aussi aux êtres humains dont on a utilisé le travail. L'ouvrier consacre „sa chair et son sang“ et il offre par son travail „chaque jour une part de sa vie“. Il s'agit de faire „du travailleur un participant ...à la propriété commune“; il recevrait ainsi „son salaire quotidien et plus tard également ses dividendes“.<sup>41</sup>

En 1877, le jeune Franz Hitze a de son côté déclaré: „L'association productive est et demeure l'idéal de nos aspirations sociales; mais un autre esprit doit animer nos ouvriers ...; seuls les règles d'un ordre religieux et un esprit conventuel rendent une association de production saine possible; ce dont nous avons besoin, c'est l'esprit qui est à l'origine des grands monastères bénédictins“.<sup>42</sup>

Cette proposition de fonder des coopératives de production comme des „usines conventuelles“, n'a cessé d'être reprise durant des décennies dans les écrits et les discours lors des rassemblements catholiques. Par exemple le capucin suisse Théodore Florentini a déclaré, le 23 septembre 1863, dans son discours à la Convention catholique de Francfort: „Je suis seulement moine de cet ordre dont on dit qu'il est un ordre mendiant. Toutefois le Seigneur m'a donné la grâce de créer trois usines. Je suis donc un mendiant propriétaire d'usines“. La Révolution française a supprimé des centaines de monastères. Mais comme me l'a dit quelqu'un hier: „les chênes et les moines ne meurent pas, de nouveaux monastères resurgiront sous une autre forme. Il faut donc que les usines deviennent des monastères (Bravo !). „Puisque les patrons d'usine ont besoin de beaucoup d'argent ..., j'ai envoyé des sœurs de charité afin qu'elles transforment l'usine en monastère. On trouve là dix religieuses: l'une est surveillante générale; la deuxième et la troisième dirigent le bureau, assurent la comptabilité et la correspondance, la quatrième et la cinquième surveillent les ateliers ...Et maintenant, comment cela se présente-t-il ? ...A six heures du matin les ouvriers arrivent, on fait la prière du matin en commun dans une des salles et on récite l'An-gé-lus. Ensuite on va au travail comme dans les autres usines. Les sœurs vont et viennent dans les ateliers et veillent au respect du règlement; vers 11 heures les ouvriers se rassemblent dans le même atelier et après une brève prière, ils s'en vont déjeuner à la maison; ils reviennent vers 1 heure et quittent l'usine vers 7 heures après une prière. Le succès a été tel que nous avons eu cette année un bénéfice de 9.000 florins autrichiens“. Les actions sont „entre les mains des seuls ouvriers, afin qu'ils touchent des dividendes (bravo!) et qu'ils soient à même d'assurer leur avenir, en accédant à un certain niveau de bien-être“.<sup>43</sup> Cependant, deux ans après la mort du Père Florentini (†15/02/1865), ses usines ont fait faillite.

L'idée d'une coopérative d'entreprise a une certaine parenté avec le „laborisme“, c'est-à-dire avec le système dans lequel ce n'est pas le capital qui engage le travailleur avec un contrat salarial, mais où au contraire, ce sont les ouvriers qui louent l'entreprise des propriétaires pour la diriger sous leur propre responsabilité. Le Père von Nell-Breuning pense à juste titre „que jus-qu'ici personne n'a trouvé la méthode apte à réaliser avec succès le laborisme“. Aussi „ne peut-on imposer“ ce système ni même „le recommander“; on doit se limiter à „exprimer sa sympathie et souhaiter que l'on puisse parvenir à trouver une solution pratique“.

---

<sup>39</sup> Encyclique „Mater et Magistra“, No.40, 65

<sup>40</sup> Encyclique „Quadragesimo anno“, No.85

<sup>41</sup> Arbeiterfrage und Christentum. In: Kettelers Schriften. Volum 3, 1911, p. 56ff.

<sup>42</sup> Franz Hitze, Die soziale Frage und die Bestrebungen zu ihrer Lösung. Paderborn 1877, p. 214, 217

<sup>43</sup> Verhandlungen der 15. Generalversammlung der katholischen Vereine Deutschlands. Frankfurt 1863, p. 264ff.

## 2) *Le courant socio-politique*

Le courant socio-politique qui avait surtout beaucoup d'adeptes dans les régions du Rhin et de la Ruhr affichait un certain scepticisme à l'égard des propositions du courant socio-réformiste. Franz Hitze aussi est passé dans les dernières années de sa vie à ce courant; il a souligné tout ce qu'il y avait découvert, „en particulier que les affirmations ou les revendications d'ordre général aboutissent à de maigres résultats au niveau de la politique sociale“.<sup>44</sup> On peut résumer ainsi le programme du courant socio-politique. Le régime salarial ne peut se définir comme immoral et contraire à la dignité humaine, au point qu'il faille considérer comme une revendication chrétienne la transformation des entreprises en coopératives de production. Il a fallu attendre Jean-Paul II pour affirmer que le régime salarial était compatible avec la dignité humaine des travailleurs dès lors que les moyens de production „ne sont pas possédés contre les intérêts de la force laborieuse ni pour le simple amour de posséder“.<sup>45</sup>

### *Protection du travail et sécurité sociale.*

Dans son discours fameux du 25 avril 1837 à la Diète du pays de Bade, Ritter von Buß réclamait la limitation du travail pour les enfants, la réduction du temps de travail, la surveillance par la police de la construction et de la santé dans les entreprises, des mesures de sécurité pour les machines à risque, le repos du dimanche, des caisses de maladie et d'entraide, etc.<sup>46</sup>. En 1847, Peter Franz Reichensperger soulignait à bon droit que l'ensemble de la nation devait supporter „l'augmentation des prix des produits de manufacture causée par la mise en œuvre de la politique sociale comme un poids inéluctable de la vie sociale“.<sup>47</sup>

### *La participation aux bénéfices*

et l'acquisition de la propriété ont été également l'objet des revendications du courant socio-politique. De cette façon, comme l'écrit Peter Franz Reichensperger, „chaque ouvrier aura une part directe du fruit de son travail et des bénéfices de l'entreprise“; cela lui fera prendre conscience „qu'il ne travaille pas plus ou moins bien pour un tiers, mais aussi pour lui“.<sup>48</sup> Dès 1819 Adam Müller avait considéré comme sa principale préoccupation le fait qu'il fallait aider „ceux des membres de la nation qui avaient perdu les racines de leur existence en raison de notre système financier et industriel et qui avaient été repoussés aux marges de la société en quelque sorte comme des salariés, des sans-logis et locataires temporaires. Au lieu de se contenter de leur accorder un petit pécule, il faut les insérer, en leur offrant un état, un statut en nature“.<sup>49</sup>

### *Promotion des entreprises autonomes, petites ou moyennes.*

En vue de consolider les exploitations familiales rurales, Ritter von Buß réclamait en 1837 l'élaboration d'une „législation rurale globale“ ainsi que la création de bureaux de sécurité sociale agricole, de fermes modèles, d'écoles agricoles, de mouvements et de banques pour les paysans. Il voulait, en outre, favoriser le développement de l'artisanat, grâce à la création d'une législation commerciale et à l'amélioration de l'apprentissage.

## b) L'intervention de l'Etat

Ce n'est pas peu de dire que, grâce à ces demandes et en réponse à l'essor de la solidarité prolétarienne, l'Etat a commencé de prendre en charge la Question Sociale au 19<sup>ème</sup> siècle. Dans sa peur d'une classe ouvrière organisée et probablement aussi en raison des remords de sa mauvaise conscience, la société bourgeoise a commencé à poser les fondations de ce qui constitue aujourd'hui l'imposant édifice de la sécurité sociale. Tandis que, à la suite de l'Angleterre, de-

<sup>44</sup> Cf. Franz Müller, Franz Hitze und sein Werk. Hamburg - Berlin-Leipzig 1928, p. 127

<sup>45</sup> Encyclique „Laborem exercens“, No.14

<sup>46</sup> Anton Retzbach, F. J. von Buß, 1928

<sup>47</sup> Peter Franz Reichensperger, Die Agrarfrage, p. 245 f

<sup>48</sup> *ibid.*, p. 253 ff.

<sup>49</sup> Adam Müller, *Ausgewählte Abhandlungen*. Edited by Jakob Baxa, Jena 1921, p. 69f.

puis le début du 19<sup>ème</sup> siècle, on avait assuré, par tâtonnement et avec hésitation, la protection des ouvriers, celle des enfants, des jeunes et des femmes, la sécurité sociale fut véritablement l'œuvre de Bismarck. Cet homme d'Etat avisé a voulu libérer l'ouvrier de l'insécurité de trouver son gagne-pain en instaurant un système de sécurité sociale. L'ouvrier a droit au travail, quand il est bien portant; il a droit aux soins quand il tombe malade; il a droit à la retraite pour sa vieillesse. Pourquoi l'ouvrier ne devrait-il pas toucher une pension, au même titre que le soldat à l'armée ou le fonctionnaire? Il s'agirait là de „la mise en pratique du christianisme dans le cadre d'une réglementation légale“.<sup>50</sup> Aujourd'hui, ce qu'on appelle le libre contrat de travail conclu entre l'employé et l'employeur a été remplacé en substance par des dispositions réglementaires: la protection légale des adolescents et des femmes, l'interdiction du travail des enfants, la sécurité sociale en cas de maladie, d'invalidité, de chômage et à la vieillesse, des périodes de loisirs et de vacances, la mise sur pied de conseils d'entreprise, la reconnaissance du droit de cogestion, l'instauration de tribunaux du travail, etc. Ajoutons l'influence importante exercée par l'Etat, les organismes publics et les organisations internationales par les multiples mesures de politique économique qu'ils prennent. Les responsables de la politique économique s'efforcent d'éliminer les abus, de freiner les tendances inflationnistes, de lutter contre le chômage et de stimuler la conjoncture grâce à des politiques commerciale, monétaire et douanière adéquates. En même temps, ils essayent aussi d'augmenter la croissance économique en intensifiant la recherche, en promouvant la formation professionnelle, etc. Il faut aussi mentionner le droit fiscal, le droit des cartels, le droit commercial et social, le droit boursier, le droit des assurances, le droit des contrats et de cogestion, le droit des conventions collectives et le droit pénal en matière économique. Un abîme nous sépare de l'ordre économique pré-libéral du „laissez faire“.

### c) L'approche néo-libérale

Les néo-libéraux déclarent eux aussi explicitement que l'économie de marché et la libre concurrence ne sont pas la même chose. Bien que les anciens libéraux réclamaient la liberté contractuelle et la libre concurrence, ils fermaient les yeux sur la suppression de cette dernière par la constitution de monopoles grâce à l'aide de la liberté contractuelle. La concentration des marchés par des monopoles, des monopoles partiels, des oligopoles, des cartels, des consortiums, des trusts, etc. doit être arrêtée. Toutefois, les monopoles qui sont inévitables devraient être placés sous le contrôle des pouvoirs publics. Les résultats performants de la concurrence ne coulent pas de source; au contraire, il faut que l'Etat l'organise. Il faut donner une constitution à l'économie, qui garantisse à la libre concurrence des potentialités de développement en assurant la libre fixation des prix, l'ouverture des marchés, le contrôle ou l'interdiction des monopoles. Cette intervention constitutive et régulatrice de l'Etat dans l'économie doit se conformer au marché, c'est-à-dire qu'elle ne devrait pas supprimer le mécanisme des prix ni l'auto-régulation du marché qui s'ensuit.

Les néo-libéraux rejettent la critique - une insulte à leurs yeux - selon laquelle ils subordonneraient les intérêts humains au mécanisme du marché. Le marché „ne remplit qu'une fonction de service“, pour eux; il n'est „pas un but en soi“ mais il devrait conduire „dans toute la mesure du possible à la satisfaction la plus favorable qui soit des besoins humains“.<sup>51</sup> Les néo-libéraux indiquent expressément toute une série de choses qui sont inaccessibles au mécanisme du marché, mais qui revêtent la plus grande importance pour les intérêts humains. Par exemple, on ne peut pas imposer les lois du marché à ceux qui, pour une raison ou pour une autre ne peuvent participer à son mécanisme - les personnes qui, parce qu'elles sont malades, faibles ou vieilles, ne sont pas en état de s'occuper d'elles-mêmes.<sup>52</sup>

<sup>50</sup> Walter Vogel, Bismarcks Arbeiterversicherung, Braunschweig 1951, p. 133 f. and p. 154

<sup>51</sup> A. Rüstow, in: Junge Wirtschaft, 1960, No.2, p. 5

<sup>52</sup> A. Rüstow, in: Junge Wirtschaft, 1960, No.2, p. 5



#### d) L'économie sociale de marché

Cela vaut assurément pour l'économie sociale de marché de la République fédérale d'Allemagne, quand le Pape Jean-Paul II déclare dans son encyclique sur le travail humain que „la solidarité des travailleurs, en même temps que, chez les autres, une prise de conscience plus nette et plus engagée concernant les droits des travailleurs, ont produit dans beaucoup de cas des changements profonds“. „Il n'est pas rare que les travailleurs puissent participer, et qu'ils participent effectivement, à la gestion et au contrôle de la productivité des entreprises“, et qu'ils „exercent une influence sur les conditions de travail et de rémunération, comme aussi sur la législation sociale“.<sup>53</sup> Il ne peut s'agir que de pure malveillance de la part de ceux qui affirment que l'économie sociale de marché en République fédérale d'Allemagne constitue une exploitation capitaliste, si l'on prend en considération les données suivantes: en 1984, le PNB allemand, qui s'élevait à 1.750 milliards de DM, comprenait un montant de 631 milliards de DM payés sous forme d'impôts et de contributions sociales; 410 milliards de DM ont cette même année été dépensés en bien-être social; le niveau de vie des travailleurs était bien plus élevé que celui dans les pays communistes. La „nouvelle expérience collective américaine“, proposée par les évêques américains dans leur projet de document intitulé „L'enseignement social catholique et l'économie des Etats-Unis“, comprenant pour les employés la participation aux bénéfices et l'acquisition du capital productif, une plus grande liberté d'initiative des employés dans l'amélioration de la qualité de vie au travail, la propriété sous une forme coopérative,<sup>54</sup> ne constitue rien de nouveau pour la République fédérale d'Allemagne.

#### e) Le socialisme démocratique en occident

Le socialisme démocratique libéral en occident remonte assurément à Karl Marx, mais il diffère du marxisme dans quelques domaines significatifs, dont le moindre n'est certes pas la doctrine sur les processus socio-économiques de développement. Il se prononce pour un système d'économie de marché et souligne expressément qu'il n'aspire pas à un semi-collectivisme ou un collectivisme modéré, ni à une économie contrôlée. Il entend, au contraire, faire accéder à la propriété les couches de la population qui jusqu'à présent en avaient été virtuellement empêchées à cause du système social en vigueur.<sup>55</sup> Une des caractéristiques du socialisme démocratique libéral est qu'il insiste davantage sur l'intervention de l'Etat dans l'économie que les autres courants démocratiques. Sa faiblesse réside en fait dans sa conception de la société, basée sur une philosophie libérale, qui ne cesse de transparaître dans ses politiques culturelle, éducative et scolaire.<sup>56</sup>

#### f) Le néo-marxisme

Depuis quelques années, il se produit en occident un retour surprenant à la doctrine salutaire du communisme utopique. La Nouvelle Gauche, un groupe très hétérogène, ne s'accorde probablement que dans la négation de l'ordre établi. Quant à savoir comment le nouvel ordre social et économique pourrait libérer les générations futures de toute aliénation, le silence est de règle. Même l'euro-communisme, basé sur une vision athéiste et antireligieuse d'imprégnation marxiste, telle que celle élaborée par l'italien Antonio Gramsci, ne cesse pas d'être du communisme. Tant qu'il n'accède pas au pouvoir, il se comporte de façon sociale et démocratique. Ce n'est que lorsqu'il aura pris le pouvoir, qu'il montrera son véritable visage.

---

<sup>53</sup> Encyclique „Laborem exercens“, No.8, 12

<sup>54</sup> First Draft of the US-Bishops' Pastoral „Catholic Social Teaching and the US- Economy“, No.242 and 248

<sup>55</sup> G. Weisser, in: Handbuch sozialdemokratischer Politik, Mannheim 1953, p. 64

<sup>56</sup> Cf. Wilhelm Weber. Christlicher Sozialismus?, No.7 „Kirche und Gesellschaft“, Mönchengladbach 1974

## **2 ÈME CHAPITRE: L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ À LA LUMIÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SOCIAL CATHOLIQUE**

L'enseignement social catholique tient l'économie de marché pour la forme fondamentalement juste de l'ordre économique. Mais il est persuadé qu'il faut lui donner un idéal humain. Les douze conditions suivantes doivent être remplies:

### **I. Réalisation des objectifs économiques ,,**

L'auteur, le centre et le but de toute économie“, selon le concile de Vatican II, „est l'homme“.<sup>57</sup> Le sens de l'économie ne se trouve ni - de façon purement formelle - dans la seule action obéissant au principe rationnel économique, ni dans la technocratie, ni dans la seule rentabilité, ni dans le „bonheur“ matériel le plus grand possible au profit du plus grand nombre de gens possible. Il serait également erroné de définir l'économie comme la satisfaction de la demande par la mise à la disposition de l'offre correspondante, car alors la garantie de besoins nuisibles ou inutiles correspondrait à l'objectif de l'économie. L'objectif de l'économie réside plutôt dans la réalisation permanente et assurée des conditions matérielles qui rendent possible un épanouissement pleinement humain pour les particuliers et les entités sociales. L'encyclique „Quadragesimo anno“ remarque à ce sujet: „Ces biens (matériels) doivent être assez abondants pour satisfaire les besoins d'une honnête subsistance et pour élever les hommes à un degré d'aisance et de culture“.<sup>58</sup>

### **II. L'économie de marché ne doit pas aboutir au consumérisme**

La publicité des produits de consommation devant informer objectivement le client, elle ne doit pas le troubler ni lui dissimuler les faits par des incitations alléchantes et par des appels à la tentation de vouloir posséder ou jouir. Il y a dans la Sainte Ecriture des avertissements contre cela. „C'est avec une profonde tristesse“ que Jean XXIII pense, dans l'encyclique „Mater et Magistra“, „au grand nombre d'hommes qui négligent par trop les valeurs spirituelles, qui s'en désintéressent complètement ou les nient absolument“ et qui, au lieu de cela, surestiment le bien-être matériel à tel point „qu'ils le considèrent souvent comme la valeur suprême de l'existence“.<sup>59</sup>

### **III. Insuffisance du mécanisme du marché**

Bien que la libre concurrence soit „justifiée et d'un intérêt indéniable“<sup>60</sup> le mécanisme du marché ne peut être le principe régulateur de l'économie. L'économie n'a rien d'automatique; elle est un processus culturel qui se déroule en accord avec les souhaits propres et régulateurs des hommes. La possession de la propriété privée, le mécanisme du marché et la poursuite de la réussite économique, doivent être complétés par les objectifs sociaux de l'organisation de l'économie. Même l'économie de marché doit être apte à se laisser orienter en cas de besoin. Les tâches urgentes qui lui incombent aujourd'hui eu égard, au but matériel de l'économie et au bien commun, ne se laissent pas guider par le seul mécanisme du marché et des prix: la large diffusion du bien-être, la croissance économique continue, non perturbée par des crises conjoncturelles, la maîtrise du chômage, la protection de l'environnement, etc. Comme l'indique l'Ency-

---

<sup>57</sup> Gaudium et spes, No.63

<sup>58</sup> Encyclique „Quadragesimo anno“, No.75

<sup>59</sup> Encyclique „Mater et Magistra“, No. 175f.

<sup>60</sup> Encyclique „Quadragesimo anno“, No.88

clique „Mater et Magistra“: „Lorsque les pouvoirs publics n'interviennent pas comme il convient ou le font de manière insuffisante“ pour promouvoir et stimuler l'économie ou garantir son développement intégral, „l'Etat est rapidement envahi de désordres irrémédiables et l'on assiste à une exploitation éhontée des faibles par de plus puissants, dépourvus de scrupules, qui, hélas, telle l'ivraie parmi le bon grain, croissent en toute terre et en tout temps“. <sup>61</sup> Mais comme l'enseigne également la même Encyclique, „là où fait défaut l'initiative privée surgit la tyrannie politique; bien plus, la stagnation économique s'étend à de nombreux secteurs. Vient alors à manquer nombre de biens de consommation et de services destinés à satisfaire, par-delà les besoins du corps, les aspirations de l'esprit et merveilleusement aptes à exercer et stimuler le génie créateur et l'initiative des individus“. <sup>62</sup>

#### **IV. Contrôle de la puissance économique**

Dans l'économie de marché, il faut empêcher que se créent des centres de pouvoir ou, si les monopoles ou les cartels sont inévitables, il faut les soumettre à un contrôle. Dans l'économie sociale de marché de la République fédérale d'Allemagne, la libre concurrence ne régit absolument pas tous les marchés. Ainsi, sur le marché du travail il n'y a pas de concurrence en termes de performance, mais un monopole exercé par les partenaires sociaux. A ce monopole bilatéral des partenaires sociaux, s'ajoute un autre facteur monopoleur, à savoir le monopole unilatéral de la création de l'argent et du crédit. Les transports, l'énergie, le secteur agricole, l'industrie minière et sidérurgique sont également des secteurs qui ne subissent pas la loi de la libre concurrence. Depuis le siècle passé, l'économie privée elle-même a aussi sans cesse tenté d'échapper à la concurrence par le moyen de la liberté contractuelle. Ceci a incontestablement menacé de l'intérieur l'ordre de l'économie de marché, une situation et un enchaînement que les tribunaux ont mis beaucoup de temps à reconnaître. L'enseignement social catholique a depuis des siècles rejeté avec vigueur les monopoles. Selon le jugement de Jean Medina au 16ème siècle, les monopoleurs causent davantage de tort à l'Etat que „les mauvaises récoltes ou les sauterelles“. <sup>63</sup> Le Cardinal Cajetan qualifiait les monopoles d'„atteintes à la liberté collective“. <sup>64</sup> Franz Sylvius stigmatisait les monopoleurs qu'il appelait des „usurpateurs“, qui s'arrogent le droit „de fixer les prix“ à l'encontre de la loi. <sup>65</sup>

#### **V. La hiérarchie des valeurs**

L'économie n'est ni le but unique ni le but suprême de l'homme et de la société. Elle doit plutôt être située dans „une juste hiérarchie des objectifs“ à la place qui lui revient. Il y a plus important qu'elle: la dignité et la liberté de l'homme, le mariage et la famille, la religion et l'éthique, les valeurs culturelles et „le but ultime et la fin de toutes choses“, „Dieu“ lui-même. <sup>66</sup> Par là on ne veut pas nier la spécificité des procédés techniques et de ce qu'on appelle les lois économiques qui indiquent dans le contexte des voies et des moyens „quels sont les objectifs qui sont possibles et ceux qui ne le sont pas“. <sup>67</sup>

Mais l'enseignement social catholique ne donne pas raison à Werner Sombart lorsque celui-ci écrit que „le progrès économique“ prend le pas sur l'obligation de moralité. Toutes „les exigences éthiques“ et tous „les sentiments de justice“ devraient transiger avec le progrès de l'écono-

---

<sup>61</sup> Encyclique „Mater et Magistra“, No.58

<sup>62</sup> *ibid.*, No.57

<sup>63</sup> de restitutione et contractibus. Ingolstadt 1581, p. 194 and p. 222

<sup>64</sup> Summulla, Venedig 1581, p. 418

<sup>65</sup> Commentarius i totam II, II. S. Thomae, p. 538- cf. Joseph Höffner, Wirtschaftsethik und Monopole im 15. und 16. Jahrhundert. 2ème édition Darmstadt 1969

<sup>66</sup> Encyclique „Quadragesimo anno“, No.43

<sup>67</sup> Encyclique „Quadragesimo anno“, No.42

mie. Le facteur décisif serait l'efficacité de l'économie; à la suite de quoi, on pourrait être „moral ou autre chose“.<sup>68</sup>

Il n'y a pas d'économie abstraite, détachée de l'homme et de sa conscience. L'enseignement social catholique n'a cessé de rappeler à ceux qui sont actifs dans l'économie, la fonction de service. Parmi les formes de service, Thomas d'Aquin mentionne l'entretien de sa propre famille, l'intérêt général, l'assistance aux pauvres. Si on néglige cette disponibilité au service, il ne resterait plus que la recherche du profit, concept qui, certes, „n'a rien de vicieux ni de contraire à la vertu“, mais qui connote pourtant quelque chose d'odieux car il ne connaît aucune „fin“ et „tend à l'infini“.<sup>69</sup> Selon Luis Molina (16ème siècle), les gens vont au marché pour diverses raisons. Les uns veulent acheter des marchandises pour l'entretien de leur propre famille; d'autres acquièrent des matières premières afin de les travailler dans leurs entreprises; et enfin, interviennent sur le marché ceux qui au sens strict veulent faire du commerce pour gagner de l'argent. Si ce commerce: s'effectue de manière juste et comporte une fin morale, il est permis et il est moralement bon; il est utile et nécessaire aux Etats“. En effet, il faut qu'il y ait des commerçants qui règlent les échanges entre les provinces et entre les Etats, qui entretiennent des dépôts de marchandises et qui peuvent à tout moment les mettre vente. Si chacun voulait faire toutes ces choses seul, cela entraînerait de „bien plus grandes dépenses“. En dépit de son intérêt pour la collectivité, „le commerce est néanmoins exposé à de nombreux dangers moraux“, „en raison de l'âpreté au gain“ et „eu égard à la faiblesse humaine et la tendance au mal“. Molina mentionne „les parjures, les fraudes et l'usure“. Il se réfère aussi à la réflexion de Thomas d'Aquin: „chercher à gagner de l'argent en achetant bon marché et en revendant cher fascine l'esprit de l'homme et le détourne de réalités supérieures; cela comporte de ce fait un certain aspect odieux, c'est-à-dire quelque chose d'indécent“.<sup>70</sup>

Le Père Koslowski propose des réflexions analogues. Il écrit: „Le capitalisme doit être purifié par une théorie socio-philosophique globale et par une théorie de correction politique vis-à-vis du dysfonctionnement du capitalisme“. Il ajoute: „La recherche illimitée du profit et du bénéfice tourne à l'avarice, la cupidité et la perte des finalités de l'action humaine“.<sup>71</sup>

## VI. Le capital et le travail

Il est remarquable que depuis presque 200 ans l'enseignement social catholique n'a cessé de se demander si la séparation du capital et du travail, inhérente à l'ordre économique de l'ère industrielle, pouvait subsister devant la conscience chrétienne. Le Pape Jean-Paul II explique qu'„on ne saurait en aucune manière opposer le travail au capital, ni le capital au travail, et moins encore les hommes concrets, désignés par ces concepts“. En fait, un ordre économique basé sur la primauté de l'homme sur le capital doit „dans ses fondements“ dépasser „l'antinomie entre capital et travail“.<sup>72</sup> Selon l'enseignement social catholique, l'antinomie entre capital et travail peut être surmontée ou atténuée de deux manières:

1) Par la coopération entre les partenaires sociaux.

Le rôle des accords entre les partenaires sociaux, dit Jean-Paul II, est de se consacrer au bien de l'ensemble des membres, sans que cela ne devienne „une lutte d'un camp contre l'autre“, ni „une sorte d'égoïsme de groupe ou de classe“. L'opposition entre les partenaires sociaux, au

<sup>68</sup> Schriften des Vereins für soziale Politik, Volume 88 (1900), p. 257ff.

<sup>69</sup> Summa theologica, II. II. qu. 77, a.4.c.

<sup>70</sup> De Justitia et Jure (Première édition 1953) Tract. II, Disp. 339, No.2-6

<sup>71</sup> Peter Koslowski, Ethik des Kapitalismus (No.87 des publications de l'institut Walter- Eucken), Tübingen 1982, p. 62

<sup>72</sup> Encyclique „Laborem exercens“, No.13-14

contraire, „se produit dans un esprit de recherche du bien qu'est la justice sociale; il ne doit pas s'agir de „lutte pour la lutte, ni d'élimination de l'adversaire“<sup>73</sup>.

## 2) participation des salariés

La seconde voie qui permet de surmonter l'antinomie entre capital et travail est la participation des salariés à la formation du capital, une ancienne préoccupation de l'enseignement social catholique qui a été reprise, le siècle dernier, entre autres par Adam Müller, Peter Franz Reichensperger, Franz Josef Ritter von Buß, l'évêque Ketteler et Franz Hitze. La large diffusion de la propriété privée présuppose l'aptitude et la volonté d'épargner. Plus la propriété est répartie, plus les crises fonctionnelles de la propriété dans la société moderne pourront être surmontées ou atténuées. L'auto-responsabilité en est renforcée et la tendance vers l'Etat-providence freinée.

## VII. Le progrès technique et la rationalisation

L'enseignement social catholique a vivement débattu l'irruption de la technique moderne dans le monde du travail, depuis le siècle dernier. Beaucoup de critiques reprennent aujourd'hui les réserves faites autrefois, que dans le cadre impersonnel de la machinerie technique, le travailleur représente une simple fonction et un pur facteur de production. Il existe entre la technique et le démon une „identité secrète“<sup>74</sup>. La technique a transféré vers l'homme la loi de la mécanique rigide et cela a eu pour conséquence la „dégradation de l'esprit“ et la stupidité de la vie au travail et des activités rémunérées.<sup>75</sup> Elle a transféré le centre de gravité du travail humain „vers l'énorme empire de l'inorganique“, ce qui a rendu l'homme lui-même „inorganique et amorphe“<sup>76</sup>. La confrontation s'est produite entre deux réalités, la technique et l'humanité. Les esclaves techniques sont les futurs vainqueurs; nous sommes entrés dans „l'époque la plus sombre de notre histoire“<sup>77</sup>. Herbert Marcuse n'innove pas quand il „déploie le progrès de l'esclavage de l'homme causé par un appareil de production qui détruit la vie de ceux qui construisent et utilisent cet appareil“<sup>78</sup>. Le Pape Jean-Paul II ne dédaigne pas la technique. Il la qualifie d'„alliée du travail de l'homme“<sup>79</sup>. Dans son allocution prononcée devant une assemblée d'hommes de sciences réunis dans la cathédrale de Cologne, le 15 novembre 1980, le Pape remarquait qu'on ne peut pas affirmer que le progrès a avancé trop loin tant qu'il y aura encore de nombreuses personnes, des peuples entiers vivant dans des conditions d'oppression, et même indignes, qui peuvent être améliorées à l'aide des connaissances techniques et scientifiques.<sup>80</sup> Mais le Pape met également en garde contre les dangers d'une évolution technique incontrôlée. La technique peut „d'alliée se transformer en quasi-adversaire de l'homme“, par exemple lorsque la mécanisation du travail „supplante“ l'homme en lui ôtant toute satisfaction personnelle, et toute incitation à la créativité et à la responsabilité, lorsqu'elle supprime l'emploi de nombreux travailleurs, ou lorsque, par l'exaltation de la machine, elle réduit l'homme à en être l'esclave.<sup>81</sup> Comme l'économie et la technique sont au service de l'homme, les responsables doivent s'efforcer de faire évoluer le progrès technique de façon harmonieuse plutôt que par saccades ou à la suite de crises.

<sup>73</sup> *ibid.*, No.20

<sup>74</sup> Robert Dvorak, *Technik, Macht und Tod*, Hamburg 1948, p. 45ff.

<sup>75</sup> Friedrich Georg Jünger, *Die Perfektion der Technik* (1946), 2ème édition, Frankfurt a. M. 1949, p. 19ff.

<sup>76</sup> Hans Sedlmayr, *Verlust der Mitte*, Salzburg 1948, p. 139ff.

<sup>77</sup> Constantin Virgil Gheorgiu „25 Uhr“, 3. édition, Stuttgart 1951, p. 62ff.

<sup>78</sup> Herbert Marcuse, *Der eindimensionale Mensch*. Neuwied 1967, p. 159

<sup>79</sup> Encyclique „*Laborem exercens*“, No.5

<sup>80</sup> Papst Johannes Paul II. in Deutschland. *Predigten und Ansprachen*. Bonn 1980, p. 31

<sup>81</sup> Encyclique „*Laborem exercens*“, No.5

## VIII. La structure de base du pouvoir dans les entreprises

Depuis le début de l'ère industrielle, l'enseignement social catholique n'a cessé de se demander comment concilier la structure de base, autoritaire de l'entreprise avec la responsabilité personnelle du travailleur. Une entreprise moderne - et cela vaut également pour un bureau, un magasin ou une administration - ne peut fonctionner que dans la collaboration de tous les employés. Les contraintes internes rendent l'autorité fonctionnelle avec des intermédiaires hiérarchisés et une subordination appropriée indispensable.

Mais, il faut souligner que dans les entreprises et dans tous les secteurs du travail humain, c'est l'homme qui doit se trouver au premier plan et non le capital investi. Ici s'applique le principe que „l'ordre des choses doit être au service de l'ordre des personnes et non l'inverse“.<sup>82</sup> Il est bien connu que ce sont les considérations de rentabilité et de réduction des coûts qui ont engendré la nécessité de se préoccuper pour les personnes engagées dans l'entreprise. Est caractéristique à cet égard l'avertissement donné dans la première moitié du siècle passé aux entrepreneurs, par l'industriel et sociologue anglais Robert Owen: „Sûrement que l'expérience vous a montré la différence existant entre une installation bien propre et rutilante ...et une autre qui est malpropre et désordonnée. Si donc la peine dépensée pour des machines inanimées produit des résultats si avantageux, pourquoi ne devrait-on pas attendre la même chose du soin apporté aux hommes vivants dont la structure est encore bien plus admirable?“ Il est naturel „d'aboutir à la conclusion que ces machines beaucoup plus compliquées et plus élaborées, gagnent en énergie et efficacité ...quand on les tient propres, quand on les traite avec amabilité, en évitant d'inutiles frictions dans leurs activités de l'esprit et en leur offrant une quantité suffisante de nourriture“.<sup>83</sup>

Entre-temps, une nouvelle approche est apparue. De la même manière que les laboratoires des grandes entreprises chimiques sont passés de la recherche finalisée limitée à la recherche fondamentale gratuite, ainsi bien des entrepreneurs se sont prononcés pour une direction du personnel désintéressée. Ils voient d'emblée dans chaque collaborateur un semblable et un prochain, et ils prennent toutes leurs décisions en fonction de ce point de vue. L'idée directrice n'est donc pas - dans le sens d'un égoïsme éclairé - la rentabilité, mais la dignité humaine. Par ailleurs, à la longue, seul pareil comportement assurera la prospérité des entreprises.

## IX. Responsabilité mondiale

On a beaucoup remarqué le terme d'„employeur indirect“ qu'a forgé le Pape Jean-Paul II. Par là, le Pape entend un „système étendu et complexe de relations de dépendances“, qui marquent de façon substantielle „le comportement de l'employeur direct, lorsque ce dernier détermine concrètement le contrat et les rapports de travail“. On ne vise pas seulement ici le droit du travail ou le droit social des Etats, mais encore le domaine supranational. On lit dans l'encyclique sur le travail humain: „Nous savons qu'il existe, dans le système actuel des rapports économiques dans le monde, de multiples liaisons entre les divers Etats, liaisons qui s'expriment par exemple dans les mouvements d'importation et d'exportation“, qui „créent des dépendances réciproques“, si bien qu'il serait difficile de parler de pleine auto-suffisance, c'est-à-dire d'autarcie, pour quelque Etat que ce soit, fût-il économiquement le plus puissant. „Un tel système de dépendances réciproques est en soi normal“, poursuit le Pape. Cependant, il peut donner lieu à l'exploitation de pays faibles, si les pays hautement industrialisés ou les entreprises multinationales abusent de leur puissance pour maintenir à bas prix les matières premières; cela a pour résultat de créer une disproportion toujours croissante entre les pays riches et les pays pauvres.<sup>84</sup>

---

<sup>82</sup> „Gaudium et spes“, No.26

<sup>83</sup> Cité par Gide-Rist, Geschichte der volkswirtschaftlichen Lehrmeinungen. Jena 1921, p.257

<sup>84</sup> Encyclique „Laborem exercens“, No.17

Dans leur projet de lettre pastorale sur „L'enseignement social catholique et l'économie des Etats-Unis“, les évêques nord-américains requièrent la création d'un ordre international qui puisse garantir aux nations pauvres ou marginalisées une participation aux biens économiques. Dans l'établissement de leurs relations économiques internationales, les Etats-Unis doivent être conscients que le service du bien commun s'étend aujourd'hui à „l'ensemble de la planète“, ce qui rend l'option pour les pauvres particulièrement urgente.<sup>85</sup> Même du point de vue économique, l'humanité constitue une unité solidaire. Le Pape Jean XXIII a demandé „aux peuples gavés de richesses et de superflu“ de „ne pas oublier la situation de ces autres nations dont les ressortissants ont à lutter avec de graves difficultés internes, pour qu'elles ne sombrent pas dans la misère et la famine“.<sup>86</sup> Cette chaîne de la misère ne pourra être brisée que lorsque l'aide au développement s'intensifiera, que les dépenses d'armement diminueront considérablement et que les pays en voie de développement réaliseront une réforme agraire. La compétition internationale de l'économie de marché ne suffira pas à maîtriser ces tâches: des mesures de régulation au niveau mondial sont nécessaires.

## **X. La sécurité de l'emploi**

L'examen du chômage et l'adoption de mesures de politique économique, conjoncturelle et financière ne sont pas l'affaire de l'Eglise, mais des responsables, à savoir les partenaires sociaux, les gouvernements, les assemblées fédérales et régionales, les partis politiques et les experts qualifiés. L'Eglise en appelle à la conscience de ces responsables. Il n'est pas de la mission de l'Eglise de prendre position sur les propositions concrètes relatives à l'allongement de la durée de l'école, la réduction du temps du travail, l'avancement de la retraite, la suppression des heures supplémentaires, l'augmentation ou la baisse des impôts, la fixation d'une redevance. Cela concerne les experts et les responsables. Du reste, il n'est pas aisé d'atteindre en même temps les grands objectifs d'une économie saine et de les assurer de façon durable: le plein emploi, la stabilité des prix, la croissance économique, l'équilibre du commerce extérieur et la protection de l'environnement. De grande importance pour le maintien de l'emploi est ce qu'on appelle „l'employeur indirect“, c'est-à-dire „l'ensemble des instances qui, au niveau national et international, sont responsables de l'orientation de la politique du travail“. Le Pape Jean-Paul II requiert une „planification globale dépassant les frontières des Etats“.<sup>87</sup> Il est du devoir de l'Eglise de s'employer à ce que ni de façon ouverte ni déguisée on n'imprime sur le chômeur la marque du refus de travailler. L'Eglise agira pour combattre l'isolement social des chômeurs. Ils n'ont pas besoin de notre pitié, mais d'une attention pleine de compréhension.

## **XI. La protection de l'environnement**

Il faut prendre des mesures de prévention pour que le progrès technique ne détériore pas la biosphère par la dévastation, le gaspillage et la pollution et pour qu'il n'endommage pas les bases physiques de la vie sur terre. C'est un très vieil avertissement ancré dans la tradition chrétienne. Tertullien, au début du 3ème siècle écrivait: „Les hommes sont devenus une charge pour la terre; les matières premières suffisent à peine; la nature ne peut plus nous nourrir“.<sup>88</sup> Cyprien aussi se plaignait que „l'univers est plein à craquer“ et que „le monde est surpeuplé“.<sup>89</sup> A l'ère industrielle, les richesses du sous-sol ont été exploitées à un degré inconnu jusque-là. Quelques générations ont consommé à tout jamais des ressources qui ont mis des centaines de

---

<sup>85</sup> Premier projet de la lettre pastorale des évêques nord-américains "L'enseignement social catholique et l'économie des Etats-Unis", No.134, p. 269, 283

<sup>86</sup> Encyclique „Mater et Magistra“, No.157

<sup>87</sup> Encyclique „Laborem exercens“, No.18

<sup>88</sup> „onerosi sumus mundo, vix nobis elementa sufficiunt ..., dum iam nos natura non sustinet“: Tertullianus, De anima, c. 30. In: Tertulliani Opera. Prague -Vienne -Leipzig 1890, p. 350

<sup>89</sup> „cum iam refertus est orbis et mundus impletus“: Cyprianus, De habitu virginum, c. 23

millions d'années pour se développer, sans penser que les générations futures se trouveraient devant des dépôts vides et d'énormes décharges. La nature connaît la loi de la circulation. L'eau, les plantes, les animaux vont et viennent. L'économie médiévale a eu recours à cette circulation naturelle. A l'époque, les sources d'énergie étaient le vent, l'eau et le bois. De nos jours, l'économie puise son énergie avant tout dans ses réserves de richesses minières, qui elles ne se renouvellent pas. Les anciennes sources d'énergie ne suffisent pas. Pire encore, dit-on, les interventions physiques, chimiques et techniques auraient défiguré le paysage, empoisonné le sol, perturbé le circuit biologique, détruit l'humus et assez souvent désorganisé le climat. Du point de vue chrétien, les principes suivants valent pour le rapport de l'homme à la création visible.

1) La destruction et la détérioration de la nature sont en contradiction avec la conception chrétienne de la création visible.

2) Il faut susciter et renforcer chez tous les hommes et auprès de tous les peuples le sens de leur responsabilité vis-à-vis de la nature.

3) Quant à la façon dont on doit stopper la dégradation et la pollution de la nature et dont il faut prévenir les conséquences destructrices de l'énergie atomique, ce n'est pas à la théologie de répondre, mais chaque fois et dans chaque secteur à la science compétente. Une „diabolisation“ de l'énergie atomique serait déplacée. Prôner l'idéal romantique du „retour à la verte nature“, c'est oublier qu'en ce cas, sur le territoire actuel de la République fédérale d'Allemagne, ne pourraient vivre que 700.000 êtres humains, soit la même population qu'il ya 1500 ans.<sup>90</sup>

## **XII. Le système de la redistribution**

La répartition originale du produit national qui s'effectuait à travers le processus économique, est corrigée à un degré stupéfiant dans les Etats industriels modernes par les impôts et les contributions sociales. Des millions d'hommes ont été précipités, suite aux deux guerres mondiales, dans une misère dont ils n'étaient pas responsables. Par ailleurs, ce qu'on appelle les risques naturels des humains - la maladie, l'invalidité, la vieillesse, etc. - ne peut être réglé par le mécanisme du marché. Des institutions sociales sont indispensables. Aussi est-il erroné de présenter généralement le régime de la sécurité sociale comme une dégénérescence ou le signe d'une responsabilité de masse et du manque de responsabilité personnelle.

Cependant, la tendance à l'Etat-Providence inspire de l'inquiétude. L'enseignement social catholique plaide en faveur du renforcement de la responsabilité individuelle et du dépassement de l'esprit de revendication, et ce dans l'intérêt de l'homme lui-même. A la longue, un peuple ne peut pas dépenser plus qu'il ne rapporte par son travail. Dans les derniers temps, le sens de la responsabilité individuelle et la volonté de faire reculer la tutelle de l'Etat semblent croître dans quelques pays, tels que les Etats-Unis<sup>91</sup> et la France.<sup>92</sup>

---

<sup>90</sup> Cf. Meyers Enzyklopädisches Lexikon, Vol. 6 (1972), p. 529

<sup>91</sup> Cf. Guy Sorman, La Revolution conservatrice americaine, Paris 1984

<sup>92</sup> Guy Sorman, La Solution libérale, Paris 1985



## 2 ÈME PARTIE: LES ÉCONOMIES CENTRALEMENT ADMINISTRÉES À LA LUMIÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SOCIAL CATHOLIQUE

### 1 ER CHAPITRE: LES ÉCONOMIES CENTRALEMENT ADMINISTRÉES COMME MODÈLE IDÉAL ET COMME RÉALITÉ HISTORIQUE

#### I. Les économies centralement administrées comme modèle idéal

Dans l'économie centralement planifiée, conçue sous sa forme idéale -les caractéristiques structurelles de l'économie de marché son supprimées. Il n'existe aucune propriété privée des moyens de production. L'offre et la demande ne sont pas harmonisées sur le marché par la concurrence. Une administration centrale disposant de pouvoirs énormes établit le plan économique qui régleme jusqu' dans le détail la production, les procédés techniques et le partage du produit national. Ce plan est obligatoire pour l'ensemble du processus économique. Karl Marx affirmait que l'économie centralement planifié s'imposerait partout sur terre selon la loi du matérialisme dialectique. Plus la technique et l'économie se développent dans un pays, plus la misère de la masse, l'oppression, l'esclavage, la décadence, l'exploitation augmentent de façon pour ainsi dire inévitable, mais aussi la révolte de la classe ouvrière. „L'écorce capitaliste“ volera en éclats.

D'après l'analyse marxiste le saut dialectique du capitalisme au socialisme marxiste aurait d'abord dû se produire dans les pays hautement industrialisés tels que l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne. En réalité, le marxisme est venu au pouvoir dans des pays agraires tels que la Russie, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Chine, etc. et assurément pas par la dialectique, mais par la force des armes.

Le matérialisme dialectique accorde à l'ordre économique un rôle déterminant l'ensemble de la vie sociale. Après tout Karl Marx affirmait que les „contenus juridiques, politiques, religieux, artistiques ou philosophiques de ce qu'il appelait la superstructure idéologique“ étaient „conditionnés“, „déterminés“, „causés“, „transformés“, „traduits“, „bouleversés“ et „produits“ par les circonstances économiques. Le contenu intellectuel découle d'après Karl Marx et Friedrich Engels, de l'économique; il s'inspire des relations sociales qui en sont la „cause“.<sup>93</sup> Toutes ces formulations sont - comme les thèses du matérialisme dialectique en général - des simplifications vagues, unilatérales et extrêmement contestables.

Après l'effondrement du capitalisme suit d'abord une période qui apparaît dans un flou étrange. „Entre la société capitaliste et la société communiste, il y a la période de la transformation révolutionnaire de l'une vers l'autre. Elle correspond aussi à une période de transition politique dont l'Etat ne peut être rien d'autre que la dictature révolutionnaire du prolétariat“.<sup>94</sup> C'est seulement après la victoire totale sur les Etats capitalistes que commence - selon la pseudo-doctrine marxiste des différentes étapes de l'évolution sociale - la phase finale, celle du paradis communiste. Karl Marx lui-même, dans la description détaillée de la phase terminale, a été réservé. Il qualifie cet état de „règne authentique de la liberté“. La „coopération“ et „la propriété commune de la terre“ feront de l'humanité „une grande association d'hommes libres“. Alors la société pourra inscrire sur ses bannières „chacun selon ses aptitudes, chacun selon ses besoins“.<sup>95</sup> Une nouvelle ère commencera; selon la prophétie de Karl Marx, chaque homme pourrait faire aujourd'hui ceci, demain cela: „aller à la chasse le matin, à le pêche l'après-midi et faire de l'élevage le soir. Il pourra également critiquer la nourriture ...quand il en aura précisé-

<sup>93</sup> Cf. Karl Marx, Zur Kritik der politischen Ökonomie. Réédition Berlin 1947, p. 13 f.

<sup>94</sup> Karl Marx, Kritik des Gothaer Programms (1875). Réédition Berlin 1946, p. 29

<sup>95</sup> ibid, p. 19 ff.

ment envie“.<sup>96</sup> Lénine, à son tour, s'est prononcé sur ce messianisme sécularisé: „Alors la porte de la transition de la première phase ...à la phase supérieure ...sera largement ouverte“. Il n'ignorait pas que les intellectuels bourgeois n'auraient pour cette doctrine qu'un „ricanement“ et qu'ils la qualifieraient de „pure utopie“ dès lors que tout citoyen aurait reçu la promesse, sans aucun contrôle de son travail, „d'avoir autant de truffes qu'il voulait, autant de voitures, de pianos, etc.“<sup>97</sup> Le 18 Octobre 1961, Khrouchtchev s'est même hasardé à prophétiser que la société communiste avec „sa coupe de richesses toujours débordantes“ serait constituée avec ses caractéristiques essentielles dans les 20 prochaines années. Herbert Marcuse a cru lui aussi dans la grande libération et dans „l'homme nouveau“ qui „ne serait plus l'objet d'une spéculation plus ou moins grande, mais qui pourrait presque dériver de l'état des forces productives“.<sup>98</sup> L'abus de pouvoir, selon Jürgen Habermas, peut être prévenu dans le collectif socialiste grâce „au principe de discussions générales et libres de toute domination“.<sup>99</sup>

2) Il est étonnant, bien que compréhensible, que dans l'esquisse des ordres économiques idéaux les réformateurs sociaux manifestent généralement une préférence pour l'économie centralisée. Cela a probablement quelque chose à voir avec le fait que la planification, l'organisation et la réglementation paraissent être plus idéales que les intérêts particuliers et la concurrence. Comme l'écrit Clodovis Boff, même pour la „théologie de la libération“, „le socialisme est d'une manière plus ou moins explicite à l'horizon du projet historique“<sup>100</sup>, car „une société démocratique et socialiste offrirait à l'Eglise des conditions objectives meilleures pour la pleine expression de sa catholicité“.<sup>101</sup>

## II. Les économies centralement administrées comme réalité historique

1) L'économie centralement planifiée n'a été que rarement réalisée comme ordre économique d'un Etat à l'ère préindustrielle. Que l'on pense par exemple à l'empire précolombien des Incas où régnait un collectivisme agraire et un socialisme d'Etat prononcé. Déjà aux époques antérieures aux Incas, les villages étaient regroupés en coopératives de marché. Après avoir pris le pouvoir, les Incas ont laissé subsister ce collectivisme agraire et ont établi par-dessus leur régime socialiste, étatique et centralisé.<sup>102</sup> La nette division en provinces et en districts, ainsi que la stricte division de la population, vérifiée par les enregistrements, en groupes de cent, mille et dix mille rendaient possible l'engagement planifié en vue des travaux publics. Les fameuses routes militaires des Incas ont été construites sous le contrôle de l'Etat, comme l'ont été les forts, les temples et les palais. Le régime Inca n'était toutefois pas entièrement un socialisme d'Etat. Le foncier appartenait à trois propriétaires: les temples, les Incas et les clans. Seuls l'habitation, les ustensiles de ménage et les fruits du lopin de terre familial étaient propriété privée. L'appareil étatique complexe de l'empire inca ne souffrait aucune perturbation. Un droit pénal strict protégeait l'Etat et l'ordre public. La peine de mort sanctionnait la rébellion, la trahison, le blasphème contre le Dieu Soleil et le crime de lèse-majesté, l'incendie des dépôts des provisions, la destruction des ponts et l'endommagement des installations d'irrigation. En outre, on punissait l'oisiveté presque comme un crime.

2) Depuis 1917, l'économie centralement planifiée a été introduite, dans de nombreux pays, à commencer par l'Union Soviétique. Certes, une administration communiste totalement centralisée n'a pas réussi à s'imposer, pas même en URSS. Les drapeaux de l'Union Soviétique ne portent pas encore l'inscription „Chacun selon ses aptitudes et chacun selon ses besoins“. Les salaires, primes, augmentations, etc., qu'on devrait refuser radicalement comme „capitalistes“,

<sup>96</sup> Karl Marx, Frühschriften, p. 361

<sup>97</sup> Lenin, Ausgewählte Werke, Vol. 2. Moskau 1947, p. 232

<sup>98</sup> Herbert Marcuse, Professoren als Regenten? In: Der Spiegel, No.35, 1967, p. 115

<sup>99</sup> Jürgen Habermas, Technik und Wissenschaft als „Ideologie“, p. 119

<sup>100</sup> Clodovis Boff, Die kirchliche Soziallehre und die Theologie der Befreiung. In: ..Concilium, 1981, p. 777

<sup>101</sup> Leonardo Boff, Die Neuentdeckung der Kirche. 2ème édition. Mainz 1980, p. 74

<sup>102</sup> Cf. Luis Eaudin, L'Empire socialiste des Inka. Paris 1928

subsistent. Lénine avait déclaré: „La transformation de tout le mécanisme économique de l'Etat en une grande Entreprise Unique, en un organisme économique qui travaille de façon que des centaines de millions d'hommes se laissent guider par un plan unique, telle est la tâche gigantesque d'organisation qui nous est dévolue.“<sup>103</sup> Comme dans le régime capitaliste, chacun reçoit son salaire selon ses résultats, de façon „que l'un touche en fait plus que l'autre“. Lénine devait malheureusement reconnaître que le travailleur bolchevique était encore loin, très loin de l'éthique bolchevique du travail, qui résulte de l'habitude de travailler pour le bien commun et qui pousse les hommes à être actifs pour la collectivité de façon désintéressée, „sans norme, sans tenir compte du salaire et sans stipulation relative à la rémunération“. Aussi doit-on forcer les hommes à travailler. „A bas celui qui songe à être un tire-au-flanc! ...Vive la discipline du travail, le zèle au travail! ...Récompense éternelle à ceux qui actuellement entraînent des millions de travailleurs!“<sup>104</sup> Lénine lance des menaces draconiennes: „Dans tel endroit, on emprisonnera une demi douzaine de tire-au-flanc. Dans un autre, on les fera nettoyer les cabinets. Dans un troisième, on leur remettra des cartes d'identité de couleur jaune après qu'ils aient purgé leur peine, afin que jusqu'à leur amélioration le peuple tout entier les surveille en tant qu'éléments dangereux. Dans un quatrième lieu, on exécutera sur le champ au hasard une personne sur dix, jugées coupables d'oisiveté. Dans un cinquième lieu, on imaginera une combinaison de plusieurs méthodes“.<sup>105</sup> Le nouveau chef du parti communiste d'Union Soviétique, Gorbatchev, a déclaré au cours des obsèques de Tschernenko, qu'il s'en tiendrait à l'économie centralement planifiée et qu'il s'en prendrait à tout ce qui s'opposerait aux normes de vie socialistes. Il faut augmenter la productivité de l'économie, d'abord en obtenant que les salaires correspondent encore davantage aux résultats.<sup>106</sup> En 1920, N.I. Bucharin-Jewgeni et A. Preobraschenski ont publié „l'A.B.C. du Communisme“.<sup>107</sup> On y lit. „A présent, la classe ouvrière est au pouvoir et son parti est le parti dirigeant“. Un nouveau type parfait de la démocratie, la démocratie prolétarienne, est réalisé. Au Congrès de l'Union Soviétique, les délégués ne sont pas „des bavards professionnels, mais des travailleurs“ (ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent, puisque les intellectuels formaient la majorité des délégués du Congrès). La justice communiste est „le tribunal de la majorité des travailleurs qui juge la minorité des exploités“. Aujourd'hui, ces affirmations sonnent creux -abstraction faite que les deux auteurs de ce livre ont été exécutés par Staline. La protestation d'innombrables savants et poètes de l'URSS est le cri de la conscience outragée contre „le règne de la violence“ qui, selon Alexandre Soljenitsyne, „abuse de la masse réduite à du terreau sur lequel prospèrent de petites minorités, qui pis est les bas-fonds de la société“.<sup>108</sup> L'appel à la liberté qui a retenti durant ces dernières décennies dans les pays communistes de l'Europe centrale - la R.D.A., la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne - a été réprimé violemment.

3) Quelques pays communistes, surtout la Yougoslavie et la Hongrie, ont tenté d'assouplir l'économie centralement planifiée en tolérant la concurrence entre les entreprises d'Etat et le transfert de certaines décisions économiques au niveau des entreprises. Ce „socialisme concurrentiel“ a incontestablement rencontré certains succès, mais il est observé avec méfiance par l'URSS. Récemment, la „Pravda“<sup>109</sup> a réitéré ses mises en garde contre „le révisionnisme et le communisme national“. Il est fait référence à la tentative de diminuer le contrôle étatique et la centralisation et de favoriser la concurrence sur le marché et l'extension du secteur privé.<sup>110</sup> On s'est demandé si, d'une part, les tentatives de quelques Etats socialistes d'introduire des éléments structurels de l'économie de marché dans une économie centralement planifiée et si, d'autre part, les nombreuses mesures de régulation et de correction adoptées par les responsa-

<sup>103</sup> Lenin, Ausgewählte Werke II. Moskau 1947, p. 333

<sup>104</sup> *ibid.*, p. 645, 666 f.

<sup>105</sup> *ibid.*, p. 297

<sup>106</sup> Cf. Neue Zürcher Zeitung Juillet 7/8, 1985

<sup>107</sup> A new édition with an introduction by Boris Meissner has been published by Manesse/Zürich 1985

<sup>108</sup> Neue Zürcher Zeitung Juin 4, 1974

<sup>109</sup> Pravda - then the leading communist daily newspaper

<sup>110</sup> Neue Zürcher Zeitung of Juillet 6 and 7/8, 1985

bles des politiques économiques, financières et sociales dans les économies de marché des pays occidentaux, pourraient rapprocher les deux systèmes économiques. A voir l'attitude de l'URSS, ces théories de convergences et d'autres du même genre ont peu de chances de succès.

## 2 ÈME CHAPITRE: LA POSITION DE L'ENSEIGNEMENT SOCIAL CATHOLIQUE À L'ÉGARD DES ÉCONOMIES CENTRALEMENT ADMINISTRÉES.

### I. Distinctions

Comme pour l'économie de marché, l'enseignement social catholique se préoccupe également de l'homme pour l'économie centralement planifiée. Est-ce que l'économie centralement planifiée réalise l'objectif de l'activité économique, à savoir la satisfaction adéquate et digne de l'homme en biens et services? La liberté et la dignité de l'homme sont-elles préservées? Depuis les premiers siècles, l'Eglise catholique a débattu la question de savoir si les structures de l'économie centralisée étaient en mesure de satisfaire les exigences de la conscience chrétienne. La réponse tient en trois propositions.

#### 1. Le communisme utopique

Le communisme utopique quelques Pères de l'Eglise et des théologiens ont cru que sans la chute originelle on aurait pu atteindre une économie commune, sans propriété privée, donc un paradis communiste. On peut souligner ici à coup sûr des influences stoïciennes. Sénèque pensait que les premiers hommes avaient suivi la nature dans l'innocence. Tout était commun. „Alors la cupidité s'est insinuée dans ces relations ordonnées au mieux ...Avide d'abondance, l'homme a tout perdu“!<sup>111</sup> Des Pères de l'Eglise de renom ont défendu des doctrines similaires: ainsi par exemple Saint Ambroise qui écrit „que Dieu a donné la terre à tous les hommes comme une richesse commune; la propriété privée provient de l'avarice“.<sup>112</sup> Dans l'Eglise orientale, Saint Jean Chrysostome défend la même doctrine: „Au début Dieu a remis cette terre „unique à tous“. La discorde a commencé seulement quand l'homme a prononcé „ces mots froids du ‘mien’ et du ‘tien’“.<sup>113</sup> On peut bien concevoir que les hommes vivant dans un paradis sur terre ne se contentent pas de sauterelles et de miel sauvage, mais qu'ils chercheraient à soumettre la terre grâce à une planification d'ensemble, à un niveau qu'on ne peut imaginer. Cela serait possible, comme Saint Thomas d'Aquin l'écrit, parce que l'esprit discordant de l'envie ferait défaut au paradis si bien qu'une organisation commune de l'économie pourrait exister „sans aucun risque de conflit“.<sup>114</sup>

#### 2. Famille et monastère

Après la chute originelle, l'économie centralisée n'était réalisable sans conséquences funestes que dans de petites communautés restreintes:

a) Toute famille - surtout la famille paysanne, artisanale et commerçante - a les caractéristiques d'une économie centralisée. En tant que communauté de vie et d'éducation, de travail et d'organisation, la famille est normalement à l'abri de tout abus de pouvoir, même si l'expérience nous apprend que l'autorité paternelle et maternelle peut dégénérer et conduire au mauvais traitement des enfants.

b) Tout monastère devrait être à l'image de la Communauté Sainte de Jérusalem. La force unificatrice est la liberté totale qui prend source dans les vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance. D'un point de vue économique, le monastère a une gestion centralisée. On lit dans la

---

<sup>111</sup> „multa concupiscendo, amnia amisit“: L. A. Senecae Opera, Vol. 2, Ep. 90 47

<sup>112</sup> Expositio in Ps. 118, Sermo 8,22 (Migne PL 15, 1303)

<sup>113</sup> „tuum et meum frigidum hoc verbum“. In Ep I ad Tim., hom. 12,4 (Migne PO, 62, 562 ff.)

<sup>114</sup> Summa Theol. 1.98, 1 ad 3

règle monastique de Saint Benoît: „Tout sera commun à tous ...Nul ne doit dire qu'une chose est à lui ...Comme il écrit, chacun recevra selon ses besoins ...Que celui qui a besoin de moins rende grâce à Dieu ...pour celui à qui il faut davantage, que son infirmité le rende humble ...Ainsi tous les membres seront en paix“.<sup>115</sup> La règle de l'ordre des chevaliers teutoniques stipule: „Le commandeur décide de tout: les besoins de la maison et des frères lui sont confiés: le chef cuisinier, le sommelier, le poissonnier et le garde forestier lui sont subordonnés“. Nul ne doit posséder en propre. Par exemple, si un frère meurt et si l'on trouve chez lui des objets qu'il ne devait pas posséder, „son corps serait écarté et enterré quelque part dans un champ“.<sup>116</sup>

c) De temps à autre, on a soulevé la question de savoir si des communautés plus importantes, par exemple des congrégations chrétiennes, pourraient constituer des entités économiques dirigées de façon centralisée. Dans un sermon fait à Constantinople, Jean Chrysostome émettait l'avis suivant: „Si tous les hommes et toutes les femmes remettaient leur argent et transféraient la totalité de leurs champs, leurs possessions et leurs maisons, j'estime que cela pourrait rapporter au moins un million de livres en or, et même deux à trois fois plus. On peut évaluer ici à Constantinople - abstraction faite des étrangers et des Juifs - à environ 100.000 les chrétiens et parmi eux 50.000 pauvres. Comme il serait simple de sustenter les pauvres de façon suffisante avec tout cela“. A l'objection: „Que ferons-nous une fois que tout cela sera dépensé?“, Jean Chrysostome répondait: „Crois-tu sérieusement que cette richesse immense sera jamais épuisée? “ Mais comme ses auditeurs s'agitaient suite à cette dernière remarque, Jean Chrysostome les apaisait en ajoutant sur un ton calmant: „Ce n'est qu'une supposition théorique! Nul ne doit s'en émouvoir, ni le riche ni le pauvre“.<sup>117</sup>

d) Après la chute originelle, seul entre en ligne de compte pour l'économie d'un Etat, l'ordre de l'économie de marché orienté socialement et basé sur la propriété privée. Car l'économie centralement planifiée met en péril la liberté et la dignité de l'homme.

## II. Les raisons du rejet des économies centralement administrées

L'enseignement social catholique émet les objections suivantes contre l'économie centralement planifiée:

### 1. La responsabilité individuelle et l'initiative personnelle sont éliminées

Dans l'économie de marché, tout ménage et toute entreprise procède selon ses plans propres. Cela correspond à la liberté individuelle et à l'indépendance de l'homme. Comme le souligne le Concile de Vatican II, la propriété privée, y compris celle des moyens de production, contribue à „l'épanouissement personnel“ et „assure à chacun l'espace nécessaire d'autonomie personnelle et familiale“; il faut la considérer „comme une sorte de prolongement de la liberté humaine“.<sup>118</sup> La coordination des plans individuels innombrables se fait sur le marché par le jeu de l'offre et de la demande, à l'aide de la monnaie comme unité de compte commune. Aussi, l'économie de marché est-elle un processus d'adaptations,<sup>119</sup> ce qui n'exclut pas que, même dans une économie de marché, les plans individuels s'appuient sur des données et des processus dont l'interaction relève d'une coordination. Au contraire, l'économie centralement planifiée élimine la liberté individuelle et l'initiative personnelle de sorte que l'Etat doit sans cesse, combattre l'oisiveté et l'absence de volonté de travailler et qu'il lui faut introduire la contrainte ou des éléments de l'économie de marché (salaires, primes, etc...). W.A. Karpinskij caractérise de façon pertinente cette situation quand il explique que les primes, les certificats, les insignes, les médailles et les

<sup>115</sup> Règle de St. Benoît, Chapitre 34

<sup>116</sup> Konrad and Tony Gatz, Der Deutsche Orden, Wiesbaden 1936, p. 120

<sup>117</sup> In Acta Apost. hom. 11,3 (Migne PO 60, 97)

<sup>118</sup> Gaudium et spes. No.71

<sup>119</sup> Cf. Walter Eucken. Die zeitliche Lenkung des Wirtschaftsprozesses und der Aufbau der Wirtschaftsordnung. In: Jahrbuch für Nationalökonomie und Statistik, Vol. 159 (1944),

décorations sont des „éléments éducatifs importants propres à inciter et à encourager les ouvriers à l'accomplissement consciencieux et discipliné de leur travail“. Ainsi, s'explique la présence dans toute entreprise en URSS d'ouvriers ayant réalisé les normes à 200 %, à 300 %, et parfois même à 1000 %.<sup>120</sup> Le régime communiste, selon saint Thomas d'Aquin, réussit le mieux quand on fait des travailleurs des esclaves que l'on peut subordonner à loisir une gestion centralisée.<sup>121</sup> L'expérience de toutes les époques, selon Adam Smith, montre que „le travail accompli par les esclaves“, bien qu'il ne coûte que les frais d'entretien, est finalement „le plus cher tous“, car „ne rien pouvoir acquérir pour soi-même, c'est n'avec aucun intérêt autre que de manger le plus possible et de travailler moins possible“.<sup>122</sup>

## 2. Mise en garde contre la bureaucratie de l'économie planifiée

A la place de la délimitation des responsabilités de chacun dans l'économie de marché, s'instaure dans l'économie centralement planifié un appareil de planification incroyable auquel tout est subordonné. En URSS, le plan général est publié comme une loi nationale qui est ensuite appliquée dans les différentes provinces. L'administration provinciale à son tour l'applique aux diverses entreprises. „Sur cette base chaque entreprise élabore le plan d'action pour ses différents départements qui le communiquent, quant à eux, aux ateliers sous la forme de tâches à exécuter par équipes et de normes de production pour les travailleurs individuels“.<sup>123</sup> La facilité avec laquelle des perturbations peuvent glisser dans ce système bureaucratique compliqué est bien connue des fonctionnaires russes. Il arrive très régulièrement qu'on ne puisse réaliser les plans. Afin d'éviter dans de telles hypothèses le grippage général, l'Etat, selon J. Lukanin, „doit disposer de vastes réserves“<sup>124</sup>, un des objectifs que l'Empire Inca poursuivait déjà.

L'enseignement social catholique émet de sérieuses objections à l'encontre de ce système. La bureaucratisation et l'échec des plans économiques ne mettent-ils pas en péril la réalisation des objectifs économiques? Les citoyens ne manqueront-ils pas d'intérêt dans les objectifs supra-économiques, fixés par l'administration centrale?

## 3. L'économie centralement planifiée, une source de discordes sociale

Thomas d'Aquin avait déjà signalé, à la suite d'Aristote, que dans une économie communiste, les travailleurs protesteraient contre les fonctionnaires. Eux, les ouvriers, devraient trimer et recevraient en échange une maigre pitance, tandis que les fonctionnaires en prendraient à leur aise et s'attribueraient la part du lion.<sup>125</sup> L'ancien Président du Présidium du Soviet Suprême, Michael Ivanovitch Kalinin, a donné un exemple involontaire de cette protestation de l'homme collectif à l'encontre des fonctionnaires. Lors d'une visite d'un kolkhoze dans son village natal, Kalinin se rendit dans les champs accompagné de six ou sept officiels du village. „A notre approche, une des ouvrières s'est écriée en désignant mes camarades du doigt: 'Michael Ivanovitch, vois donc combien d'hommes t'accompagnent dans ta promenade dans les champs, alors que nous, les femmes, nous faisons tout le travail.' 'Pourquoi ne leur demandez-vous pas de travailler?' ai-je questionné. 'Ce n'est pas facile de le leur demander', répondirent les femmes. Alors je m'adressai à mes camarades, le président et le secrétaire du soviet du village, le chef du kolkhoze, les fonctionnaires du komsomol et de l'éducation, etc. et je leur dis: 'vous pourriez parfaitement aller couper deux hectares de lin puisque vous vous trouvez déjà à pied d'œuvre et

---

<sup>120</sup> W. A. Karpinskij, *Das Sowjetland; Die Gesellschafts- und Staatsordnung*. Berlin 1946, p. 146f.

<sup>121</sup> In Pol. II., 4

<sup>122</sup> Adam Smith, *Der Reichtum der Nationen*. Vol. 1, Leipzig 1924, Volume 3, Chapitre 2

<sup>123</sup> J. Lukanin, *Die Sowjetindustrie*. Berlin 1947, p. 42

<sup>124</sup> *ibid*, p. 50

<sup>125</sup> „qui plus laborant, murmurarent de majoribus, quod parum laborantes multum acciperent, ipsi autem e contrario minus acciperent plus laborantes“: In Pol. 11, lect 4

que vous n'avez rien à faire dans le village'. Cette décision a provoqué un applaudissement enthousiaste des femmes".<sup>126</sup>

#### 4. La mise en péril de la liberté et de la dignité de l'homme

En particulier quand il s'agit du gigantesque appareil de production de l'économie moderne, l'économie centralement planifiée représente une incroyable concentration de pouvoir qui, vu le triste état de la nature humaine, provoque des tentations quasi irrésistibles d'abus de pouvoir. Assurément, les petites communautés familiales et monacales sont des unités économiques centralisées. Mais la direction se trouve dans les mains du père et de la mère, de l'abbé ou de l'abbesse. Normalement, en pareil cas, tout abus de pouvoir est exclu. Mais se trouver à la tête de l'économie planifiée d'un Etat, c'est disposer d'un pouvoir non seulement économique, mais encore politique, militaire, „propagandiste“, culturel, socio-politique et policier. Comme l'a rappelé Léon XIII, un Etat qui devient le seul pourvoyeur menace „l'intégrité et la liberté légitime“ de l'homme, si bien qu'on devrait „abhorrer plutôt que désirer un tel système étatique de vie commune“. <sup>127</sup> C'est avec beaucoup de gravité que le Pape Jean-Paul II souligne le fait que le collectivisme marxiste, qui appelle à „la lutte des classes déclarée“, souhaite instaurer la „dictature du prolétariat“ et introduire le système communiste dans le monde entier, n'est pas en mesure d'assurer „la primauté de l'homme“ sur „l'instrument du capital“. Car dans ce système, l'homme n'est pas en premier lieu sujet du travail, mais en quelque sorte „le produit des circonstances économiques et productives“ qui caractérisent une période donnée. Le capital passe sous le contrôle direct d'un autre groupe de personnes qui, en vertu de leur pouvoir, dominent l'ensemble de l'économie. <sup>128</sup>

N'est-il pas consternant de voir l'Eglise de Pologne obligée de défendre la dignité des travailleurs contre un système qui s'est un jour vanté de leur apporter la „pleine libération“?

L'athéisme, le matérialisme dialectique et le messianisme sécularisé sont inhérents au système de l'économie centralement planifiée, tel qu'il est mis en pratique dans les pays bolcheviques. Karl Marx considérait la religion comme „une nébuleuse mystique“, une „élaboration de l'esprit“, „l'opium du peuple.“ <sup>129</sup> Lénine, quant à lui, déclarait que ceux qui s'occupent de religion se crachent dessus de la pire de manières, car „la religion est un tord-boyaux“, un mauvais schnaps. <sup>130</sup> Staline affirmait „que le monde se développe selon les lois de mouvement qui gouvernent la matière et qu'il n'a aucunement besoin d'un esprit universel“. <sup>131</sup>

D'après les lois du matérialisme dialectique, la nature se développe des choses inanimées vers les êtres animés, tandis que la société se développe de l'esclavage vers la tutelle, ensuite vers le prolétariat et finalement, vers „l'homme nouveau“. Léon Trotski, une des nombreuses victimes de Staline, exultait d'allégresse: „A ce moment l'homme deviendra incomparablement plus fort, plus intelligent et plus libre; son corps sera plus harmonieux, ses mouvements plus rythmés, sa voix plus musicale. Les formes de son être pourront acquérir une théâtralité dynamique. L'homme moyen atteindra le niveau d'Aristote, de Goethe et de Marx. De nouveaux pics s'élanceront sur cette arête de montagne“.

Il est tragique que le bolchevisme se soit emparé des peuples slaves qui ont édifié l'Europe sur les fondations de l'Antiquité grecque et romaine en même temps que les peuples celtes, romans et germains - une Europe qui a réalisé son unité dans une foi chrétienne commune. Le bolchevisme tente de séparer les peuples slaves de la foi chrétienne et de l'Europe. Dans son Encyclique „Slavorum Apostoli“, à l'occasion du 1100ème anniversaire des Saints Cyrille et Méthode, le Pape Jean Paul II demande que les peuples slaves puissent à l'avenir vivre et témoigner de

<sup>126</sup> Mjij, Kalinin, Die Macht des Sowjetstaates. Berlin 1946, p. 15

<sup>127</sup> Encyclique „Rerum novarum“, No.10

<sup>128</sup> Encyclique „Laborem exercens“, No.13-14

<sup>129</sup> Das Kapital I, Berlin (1947), p. 85, 653, et; „Deutsch-Französische Jahrbücher“, 1944, p. 72

<sup>130</sup> Lenin, Ausgewählte Werke 11, Moskau 1947, p. 788, 790

<sup>131</sup> Stalin, Über dialektischen und historischen Materialismus. In: Stalins Werke, p. 649 & s..



leur foi chrétienne sans entraves et en accord avec leur conscience.<sup>132</sup> L'intensité des souffrances des chrétiens persécutés dans les pays bolcheviques, s'est vérifiée récemment encore chez les catholiques tchécoslovaques dans deux lieux de pèlerinage, à Velehrad et Lovoca.

---

<sup>132</sup> Encyclique „Slavorum Apostoli“, June 2, 1985, No.30